

# Tribune socialiste

N° 356 / 18 JANVIER 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



**Paris lié  
au prestige**

Philippe Laubreaux

**La greffe  
démystifiée**

Jean-Philippe Derenne

**Les résolutions  
du C.P.N.**

**Lettre  
de Washington**

Alain J. Gemo

**La parole  
est à Cuba**

André Laude

**La révolution  
vietnamienne**

Lucio Libertini

## L'épreuve de vérité

Michel Rocard

**T**out aujourd'hui donne à penser que l'année 1968 sera, pour la gauche, celle de l'épreuve de vérité.

L'ère des manœuvres électorales et des conversations secrètes est en effet close. La négociation « de sommet » autour des tapis verts n'a pas suffi à faire avancer l'unité ni la cohésion de la gauche. Guy Mollet et Waldeck Rochet viennent de prendre tous deux personnellement la responsabilité de rendre publiques les principales divergences qui ont été mises en évidence par les discussions de l'automne, et d'affirmer nettement leurs positions à ce sujet, qu'il s'agisse du Pacte atlantique, de la politique européenne, de la participation communiste au gouverne-

ment et de la politique économique nécessaire notamment.

Contrairement à ce qu'on a pu en penser ici ou là, cette situation est saine. Le problème en effet ne consiste pas seulement pour la gauche à négocier les termes d'un programme commun, il consiste encore bien davantage à convaincre l'ensemble de l'opinion que derrière le programme, s'il vient à voir le jour, il existe une volonté politique commune très ferme et cohérente. Il consiste surtout à ramener à la bataille politique l'ensemble des forces sociales du pays, actuellement sans perspectives claires. Car c'est dans le pays beaucoup plus qu'au Parlement que l'impopularité de la politique sociale du régime peut provoquer une

offensive assez puissante pour le renverser. A cette offensive, chaque travailleur, chaque syndicat, chaque citoyen, et finalement chaque électeur devra participer : il est donc bon que les objectifs et l'axe essentiel de l'offensive se dessinent publiquement.

Cela est bon pour une autre raison. La France est, de longue tradition historique, un pays où les forces politiques disposent d'une organisation et d'une implantation dans le pays beaucoup moins fortes que chez tous nos voisins. L'apport militant et électoral des citoyens qui n'ont adhéré à aucune organisation est donc, relativement, beaucoup plus décisif

(suite page 3)

## □ LES POINGS SUR LES I J'ai peur de l'Amérique !

**L'**ai peur de l'Amérique qui accomplit un génocide au Vietnam sans que les protestations de millions de femmes et d'hommes bouleversés n'arrivent à arrêter son bras meurtrier. J'ai peur de l'Amérique qui répond par une violence inouïe aux légitimes revendications du peuple Noir. J'ai peur de l'Amérique des névroses, des angoisses délirantes qui peuvent déboucher sur le geste fatal, la catastrophe finale. J'ai peur, oui, vraiment peur de l'Amérique, puissance numéro un, capable d'intervenir n'importe où, n'importe quand, et intervenant depuis des décennies aux côtés des forces les plus rétrogrades, les plus haïssables.

Il existe une autre Amérique, certes ! celle des poètes, des intellectuels humains et libéraux, celle d'une jeunesse qui a osé voir la réalité. Celle des consciences rebelles, celle de Carmichaël et de Joan Baez. Celle de la créativité de l'homme mise au service de l'humanité, réellement.

Mais cette Amérique-là ne règne pas. Elle ne peut cacher les crimes de l'autre Amérique. Celle qui me fait peur. Celle qui utilise les ordinateurs afin de planifier son entreprise criminelle, et non afin d'accroître le développement du monde dans la justice.

Cette Amérique-là, digne d'amour et de respect, cette Amérique qui vit dans le ventre du monstre, traumatisée par l'horreur qui ne parvient pas, pour des raisons explicables, à se rattacher de façon décisive au seul mouvement de pensée susceptible d'assurer aux U.S.A. le salut, cette Amérique crucifiée, nous devons l'aider, nous, combattants du socialisme, partisans de la société nouvelle.

Comment ? Sûrement pas en restant « neutres ». Aujourd'hui, et plus que jamais, l'Amérique de Johnson, de Reagan, de Nixon, pour tout militant socialiste, est l'ennemie numéro un. Tout parti, en Europe ou ailleurs, rattaché à l'idéologie socialiste doit condamner absolument l'Amérique du crime, de la folie, de la volonté de puissance, du dollar sans foi ni loi. Et concrétiser dans les faits (choix politiques, alliances, stratégie) cette condamnation.

Aider l'Amérique afin qu'elle émerge des ténèbres, c'est, aujourd'hui plus que jamais, ne rien lui cacher des raisons pour lesquelles nous éprouvons, en prononçant son nom, de l'horreur et de la crainte.

Aider l'Amérique, c'est présentement, lutter à mort contre ce qui fait d'elle un impérialisme sanglant.

André LAUDE.

## □ Discussion avec le C.N.P.F.

**J**eudi 11 janvier 1968, une date à retenir. C'est celle du premier grand événement de l'année dans le domaine social. Ce jour-là, le C.N.P.F. et les organisations syndicales ont entamé leurs conversations sur les problèmes du chômage partiel. C'est un événement car, enfin, tout le monde est réuni en même temps autour de la même table. Seul le patronat semble ne pas goûter ce genre de travail. Il faut dire que s'il a été poussé à la négociation, c'est moins par l'action revendicative des syndicats que par une démarche pressante du Premier ministre.

Les discussions doivent durer plusieurs semaines, nous aurons donc l'occasion d'y revenir plus longuement lorsque nous en connaîtrons toutes les conclusions. Dès à présent il semble toutefois qu'on puisse affirmer que les syndicats n'obtiendront pas l'élargissement de la discussion à tous les problèmes de l'emploi ainsi qu'ils le souhaitaient tous.

C'est une partie significative qui vient de s'engager. Il nous paraît important que les syndicats puissent arriver à faire une synthèse de leurs revendications, qu'ils arrivent aussi à se mettre d'accord sur des propositions communes afin d'assurer les travailleurs d'un succès plus grand. Au cours de la première réunion, chacun a un peu trop joué ses propres cartes sans s'inquiéter de celles des partenaires. Mais la partie ne fait que commencer... □

## □ Ce qu'écrit la C.F.D.T. à Matignon

**D**ans une lettre datée du 5 janvier, c'est-à-dire quelques jours avant l'ouverture des négociations C.N.P.F.-Syndicats et des Procédures Toutée, Eugène Descamps, secrétaire général de la C.F.D.T. écrit à M. Pompidou :

« Au nom du gouvernement, vous avez, par lettre du 3 août 1967, souhaité que les organisations professionnelles de travailleurs et d'employeurs étudient de concert un certain nombre de questions ayant trait à la situation de l'emploi. »

« Les problèmes nombreux auxquels sont affrontés les travailleurs, qui ont d'ailleurs manifesté largement et à plusieurs reprises leur profond mécontentement, nous font considérer cette recommandation comme insuffisante. Celle-ci constitue néanmoins une orientation qui doit être élargie. »

« Au moment où le C.N.P.F., interprétant d'ailleurs strictement les termes de votre lettre du 3 août, s'appête à recevoir les confédérations syndicales, vont s'ouvrir également dans le secteur nationalisé les différentes phases des procédures Toutée. Nous nous permettons de vous rappeler l'attachement particulier que nous apportons à ce que ces discussions ne servent pas de prétexte pour masquer les débats de fond. Il est en effet plus que jamais nécessaire d'aborder ceux-ci, afin d'éviter une aggravation constante de la situation des travailleurs et personnels intéressés. »

« Dans le même temps, nous déplorons que le Conseil supérieur de la Fonction Publique ne soit pas convoqué pour discuter des problèmes dont il doit être saisi et ayant trait à la rémunération des agents de l'Etat et assimilés. »

« Alors que le gouvernement recommande des négociations dans le secteur privé, nous ne pouvons admettre qu'il les refuse en fait, dans les secteurs dépendant directement ou indirectement de son autorité. »

« C'est pourquoi il nous apparaît, d'une part, indispensable que les procédures Toutée soient considérablement réformées et que d'autre part, le Conseil supérieur de la Fonction Publique soit immédiatement convoqué. » □

## □ Pompidou plaide l'habileté

**L'**apparition du Premier ministre sur les écrans de la télévision, a montré que Pompidou est maintenant en pleine possession de ses moyens, même si ses déclarations n'ont en rien redoré le blason du gouvernement. Il a joué en charmeur qui cherche le ton nécessaire pour rassurer le bon peuple français. Quand on rassure, c'est le plus souvent parce que ça ne va pas si bien, et le Premier ministre ne fait aucune difficulté pour reconnaître que « nous sommes dans une situation relativement médiocre ». Le Premier ministre se montre ainsi plus réaliste que le Président.

Chez les travailleurs on a surtout retenu les déclarations concernant les problèmes économiques et sociaux qui se posent actuellement. Sur la T.V.A. nous avons eu droit à une explication technique très claire et très précise. Monsieur Pompidou a été très brillant, c'est la première fois que la télévision nous a donné une information bien faite sur ce sujet. Les journalistes de l'O.R.T.F. viennent de recevoir une belle leçon. Cela mis à part, on ne nous a pas dit pourquoi les ménagères ont constaté une augmentation sensible

Tribune Socialiste  
Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Christian Guerche

Directeur adjoint  
Claude Glayman

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Administration :  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'administration

Directeur de la Publication :  
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

sur de nombreux produits de consommation courante. Pour que son brillant exposé de vulgarisation ait été complet, le chef du gouvernement aurait dû aller jusque là.

Sur les problèmes de l'emploi, Monsieur Pompidou fait jouer la corde sentimentale. Il plaint les chômeurs qui connaissent une « situation difficile », il faut les « mettre à l'abri du besoin ». En même temps, les chômeurs doivent s'estimer heureux, car la France n'est pas la seule à connaître de telles difficultés, même les pays communistes... Là encore les véritables questions sont évitées. Il n'y a pas eu la moindre allusion sur les conséquences des nombreuses fermetures d'usines, sur les dizaines de milliers de suppressions d'emplois à travers la France. Pas un seul mot sur ce qu'envisage de faire le gouvernement. D'après le Premier ministre c'est un manque d'information et de logements qui fait que de nombreux travailleurs sont sans emploi. Et il nous annonce un plan qui va remédier à cela. Nous aurons l'occasion d'en reparler au moment de sa publication. □

## ● SIGNATURE

Claude Glayman signera son livre « 50 millions de Grenoblois » le jeudi 25 janvier 1968, entre 18 h et 20 h, au Drugstore, 133, Champs-Élysées (près de l'Étoile).

Pierre MENDES FRANCE honorera cette manifestation de sa présence.

## □ L'épreuve de vérité

(suite de la page 1)

que dans les pays qui nous entourent, au moins pour changer le rapport des forces entre les éléments conservateurs et les courants de progrès. A cet égard encore l'année 1968 apportera des éléments de clarification, d'abord parce que seront connus les poids relatifs des différentes organisations et des innombrables clubs qui ont fleuri ces temps derniers, ensuite parce qu'il faudra bien donner des traductions concrètes aux engagements de programme.

On peut s'interroger, par exemple, à cet égard, sur la signification politique de la récente proposition de Gaston Defferre tendant à réaliser une fusion partielle de la S.F.I.O. et de la Convention des Institutions Républicaines, au moins dans la mesure où la troisième « famille », le parti radical avait signé et défendu en commun avec les deux autres un programme communément présenté comme socialiste. Nous avons discuté ce programme, mais nous tenons bien entendu pour totalement sincère l'engagement public de chacun de nos partenaires de la gauche à l'appui des textes qu'il propose à la délibération commune. Et nous tenons pour souhaitable que les décisions organiques se prennent en complète harmonie avec les orientations politiques. Tout ce qui poussera à la clarification sera sain : l'important est de ne pas tromper l'électeur.

\*\*

Le caractère aujourd'hui public du débat est bénéfique pour une autre raison. Les points de divergence en matière de politique économique ou de politique étrangère sont graves. Dans l'état actuel des mandats reçus de leurs bases par les différentes directions politiques de la gauche, on peut craindre que ces divergences ne soient difficiles à surmonter. La pression de l'opinion est donc l'élément indispensable pour faire évoluer les positions et les rapprocher.

Pour se faire sentir efficacement sur les différentes forces de la gauche, cette pression doit cependant remplir deux conditions. La première est qu'elle doit s'exercer dans le sens d'une action cohérente. La seconde est qu'elle doit prendre appui sur les difficultés quotidiennes des Français et prendre en charge leurs besoins essentiels.

\*\*

Tel est le sens des travaux du Comité Politique National du P.S.U. qui vient de se tenir les 13 et 14 janvier. Il a d'abord voulu manifester sa volonté de dialogue avec nos part-

naires en décidant d'envoyer à tous deux, P.C. et F.G.D.S., une adresse suggérant quelques points sur lesquels la discussion commune pouvait opportunément porter dans les mois qui viennent.

Le C.P.N. a surtout adopté une résolution politique que l'on trouvera dans ces colonnes, et qui insiste sur la nécessité de définir pour assurer la victoire de la gauche une politique dont les aspects diplomatiques, économiques et monétaires soient profondément liés entre eux.

Ce qui fait temporairement la force de ce régime socialement inadmissible qu'est le gaullisme, c'est la logique qui relie tous ses actes. Il a depuis plus de trois ans choisi un champ de bataille prioritaire contre les États-Unis, qui est le système monétaire, et pour mener cette lutte sans toucher aux fondements du capitalisme sur lequel il s'appuie, il accepte le prix de cette politique : l'apparition d'une importante réserve de chômeurs. Ce choix social réactionnaire est d'une parfaite clarté. Il a été fait dès le cinquième plan.

En face de cette orientation gaulliste, on voit s'en dessiner une autre qui correspond assez étroitement aux positions des centristes. Elle consiste tout simplement à tenter de reproduire au niveau européen les mécanismes économiques qui avaient fonctionné sans chaos entre 1945 et 1960. Cela veut dire faire une Europe avec un pouvoir politique relativement fort, capable d'exercer un pouvoir régulateur sur les mouvements de la conjoncture mondiale pour retrouver un meilleur niveau d'emploi en Europe. Malheureusement cette politique, qui ne mettrait en cause aucun des mécanismes fondamentaux du capitalisme en France ni en Europe, ne pourrait être efficace qu'en acceptant la domination économique américaine : l'Europe n'est pas encore de taille pour la compétition. Et les États-Unis n'ont aucun intérêt à laisser se faire une politique qui diminuerait la puissance de leur pénétration en Europe. Le Kennedy Round l'a bien montré.

Une partie de la F.G.D.S. pourtant semble avoir la tentation d'une telle politique, que le Parti Communiste refuse sans en avoir explicitement proposé une autre. Ce que le P.S.U. a voulu dire à ses partenaires de la gauche comme à l'opinion publique tout entière au cours du dernier Comité Politique National, c'est qu'à son sens aucun programme ne permettra la victoire et surtout un gouvernement efficace et durable de la gauche tout entière, s'il ne s'appuie sur des choix cohérents. Une autre

politique en effet est possible, qui consiste à créer petit à petit les conditions nécessaires à la naissance d'une Europe socialiste désengagée.

Le retrait de la France du pacte atlantique en est la condition diplomatique, pour empêcher le retour de l'Europe sous la domination américaine après le départ du général de Gaulle. Faute de quoi le slogan de l'Europe indépendante serait vide de tout sens. Ensuite, le développement de la planification nationale, l'extension du secteur public, un plus grand contrôle syndical sur les décisions et leur exécution, créeront en France les premières conditions d'une évolution vers le socialisme. La crise économique et monétaire du capitalisme mondial sévissant chez nos partenaires comme chez nous, les conditions se trouvent réunies pour que, dans les domaines agricole, énergétique, technologique et monétaire, pour commencer, dans d'autres plus tard, des politiques conformes aux orientations des planifications nationales qui se dessinent un peu partout soient possibles. Dans ces cas la convergence des politiques nationales pourra permettre la mise en place de politiques communautaires, que le traité de Marché commun permet. Il n'y a pas lieu d'augmenter la supranationalité politique pour cela : elle ne profite qu'au capitalisme libéral.

Cette voie est lente et difficile, c'est évident. C'est pourtant la seule possible. Comme elle répond aux intérêts des travailleurs de toute l'Europe, elle doit pouvoir être progressivement imposée. Elle ne le sera pas par l'accord des états-majors. Elle le sera par la pression de l'ensemble des hommes et des femmes d'Europe qui se sentent aujourd'hui menacés dans la sécurité de leur emploi, qu'ils travaillent dans des branches retardataires comme dans les secteurs de pointe.

La troisième décision du Comité Politique National, qui est la plus importante, répond à cette situation. Pour entreprendre le lent travail

d'explication destiné à faire comprendre aux Français qu'une telle politique est nécessaire, il convient non seulement de montrer qu'elle correspond à leurs intérêts immédiats, mais de s'en assurer.

C'est pourquoi le C.P.N. a convoqué un Conseil National les 30 et 31 mars, consacré aux perspectives politiques ouvertes par les luttes sociales en France aujourd'hui. Il ne s'agit pas, bien entendu, de discuter les décisions des confédérations et fédérations syndicales dans les domaines qui leur sont propres et où le P.S.U. réaffirme qu'il les considère comme souveraines. Il s'agit de tirer un bilan de ces luttes, de voir, dans quelle mesure elles pèsent sur les structures du pouvoir dans l'entreprise, contribuent à modifier les salaires, et prennent en charge le souci du plein emploi et des revendications qualitatives. A partir de là, les forces politiques doivent être capables, par leurs propositions parlementaires comme par leur combat permanent, de dresser les perspectives politiques ouvertes par le rapport des forces. Par exemple, une politique de plein emploi suppose une certaine politique européenne, cependant qu'elle ne prendra toute sa force que si elle s'appuie sur le combat permanent de tous les travailleurs intéressés.

Le problème du programme commun, c'est celui d'une pratique politique commune de l'ensemble des forces politiques et sociales de gauche, dans le pays d'abord, au Parlement ensuite seulement. L'épreuve de vérité pour la gauche en 1968, c'est de savoir si elle sera concrètement capable de convaincre l'ensemble des travailleurs non seulement qu'elle se bat pour eux tous, mais surtout qu'elle ne gagnera qu'avec eux tous. Dans ce sens le Conseil National du P.S.U., toutes les fédérations et sections du parti le préparant en bonne liaison avec les travailleurs en lutte, sera un apport important à l'unité retrouvée de la gauche. □

## «Un bateau pour le Vietnam»

Le Bureau National a décidé de faire culminer les efforts du parti en une grande journée nationale de collecte, le dimanche 28 janvier.

Nous demandons dès maintenant à toutes les sections et à toutes les fédérations de prendre leurs dispositions afin que cette journée soit un grand succès !

A cette fin, une double-page pouvant être utilisée pour la collecte paraîtra dans la *Tribune Socialiste* du 25 janvier.

## □ Emploi

# La C.G.T. s'explique

Jacques Ferlus

**B**enoît Frachon et Henri Krasucki ont présenté lundi dernier à la presse les propositions et les initiatives de la C.G.T. sur les problèmes de l'emploi et du chômage en France. On s'attend à ce que leurs propos soient l'occasion d'un nouveau départ de l'action ouvrière, car la C.G.T. semble bien décidée à jeter toutes ses forces dans la bataille pour l'emploi. Elle souhaite aussi, pour une large part, que cette action soit menée en commun avec les autres centrales syndicales. Il est intéressant de noter à ce propos, que la C.F.D.T. a été informée des décisions prises avant que celles-ci ne soient rendues publiques.

### Un chômage classique

L'exposé fait à la presse commence par une analyse de la situation de l'emploi et une critique de l'action gouvernementale, analyse où l'on ne relève rien qui n'ait déjà été dit, car la situation est ce qu'elle est et il n'y a que le gouvernement pour la voir différente.

S'appuyant sur le fait qu'il est nécessaire de relancer la consommation populaire, Henri Krasucki estime que la première mesure à prendre est « le relèvement du pouvoir d'achat des masses populaires par l'augmentation des salaires, des pensions et des prestations sociales ». Face aux concentrations et aux conversions, c'est tout le problème de la garantie de l'emploi qui est posé. Le gouvernement doit, selon la C.G.T. « interdire les licenciements non accompagnés d'un reclassement aucune réorganisation d'entreprise « aucune réorganisation d'entreprise ne se fait sans qu'en soient résumées les conditions techniques et financières. Les conditions sociales et en premier lieu l'emploi assuré doivent devenir tout aussi obligatoires. Le sort des hommes n'importe pas moins que celui des machines et il doit être tout aussi contraignant. Aussi longtemps que les monopoles sont incapables de leur assurer du travail, ils ne doivent pas avoir le choix de licencier des travailleurs, lesquels n'ont aucune responsabilité dans la situation créée et la gestion de l'économie.

La C.G.T. demande également que soient prises des mesures concernant la formation professionnelle qui doit donner « à la fois une qualification immédiate et les moyens d'y parvenir ». Il faut aussi garantir les ressources des travailleurs et relever le taux de l'indemnité de chômage sur la base de 8 F par jour.

### Les assises nationales pour l'emploi

Mais toute revendication d'une

centrale ouvrière doit être portée par l'action des travailleurs. C'est dans ce domaine que les propositions de la C.G.T., toujours gourmande de grands mouvements, sont les plus précises.

En partant des mouvements revendicatifs récents (Rhodiaceta, Le Mans, journée de protestation du Nord), qui montrent le désir de riposte des travailleurs, Henri Krasucki déclare : « Parce que le problème est grave et d'intérêt national, nous considérons que l'action pour l'emploi doit connaître un plus grand élan encore et devenir un problème du pays tout entier. Les luttes contre chaque licenciement collectif et chaque réduction d'emploi doivent recevoir le plus large soutien. »

« Nous nous prononçons pour l'organisation, dans l'unité, de vigoureux et vastes rassemblements locaux et régionaux avec le soutien de la population et des organisations qui la représentent. C'est un vaste mouvement de l'opinion populaire qui doit [...] exiger des mesures réelles contre le chômage et pour l'emploi. Nous sommes pour le développement de comités de lutte, qui commencent d'ailleurs à se créer en de nombreux endroits. »

Ces rassemblements, la C.G.T. souhaite qu'ils puissent se tenir avec les autres centrales ouvrières. Que répondront ces dernières ! C'est toute la question. Il est presque certain que dans de nombreux départements l'acuité du problème l'emportera sur les divergences entre les confédérations. Les manifestations de lundi dernier dans le Nord, qui ont regroupé jusqu'à la C.G.C., en sont un premier exemple.

Même si Benoît Frachon affirme que depuis 1921 sa confédération n'a pas cessé de travailler pour l'unité syndicale, il n'empêche que la C.G.T. se réserve une part d'action propre et cela est bien naturel : « Nous demandons à nos organisations de prendre les dispositions pour organiser les chômeurs, afin de défendre leurs revendications concrètes et d'agir pour demander du travail... Nos organisations départementales et locales ouvriront des permanences spéciales à l'intention des jeunes pour les aider, les renseigner et les organiser afin qu'ils puissent faire entendre leur voix. »

« Nous entendons appuyer notre action par une campagne publique vigoureuse et systématique pour éclairer les travailleurs et l'opinion... Nous montrerons que le chômage n'est pas inévitable, qu'il existe des solutions... Enfin, pour impulser cette campagne, lui donner vigueur et



Age d'homme = chômage.

Collombert

unité, la C.G.T. a décidé d'organiser des Assises Nationales contre le chômage et pour la défense de l'emploi.

Elles se tiendront en juin prochain et seront un jalon important dans notre action. □

## □ Grands ensembles

# La bataille de Sarcelles

Rémy Grillault

**N**ous avons évoqué ici-même, la nouvelle convention signée entre le Conseil des résidents de Sarcelles et la S.C.I.C. (1), et les éléments révolutionnaires qu'elle contenait, notamment l'institution de la cogestion. Notre camarade Claude Neuschwander avait pris une place éminente dans la négociation de cette convention, qui ouvre des perspectives totalement nouvelles aux locataires des grands ensembles, et ne constitue qu'une étape, avant de nouvelles négociations.

Un bail à long terme annexé à la convention, comporte une disposition particulière, relative aux modalités d'indexation du bail, qui permet une économie annuelle de plus de cent millions de francs au bénéfice des locataires de Sarcelles.

L'Assemblée générale de l'Association Sarcelloise, était appelée par le biais d'un rapport d'orientation à se prononcer sur cette convention. De sa décision dépendait le succès général de l'entreprise.

Un gros effort d'explication devenait nécessaire, à partir du moment où brouillant singulièrement les cartes, les communistes de Sarcelles éditaient un tract, condamnant la con-

vention et accusant les négociateurs de celle-ci de collusion avec la S.C.I.C., et pourquoi pas — on fait toujours bonne mesure — avec le gouvernement.

En évitant toute polémique inutile, la section du P.S.U. distribuait 24 heures après, un tract précisant le contenu de l'accord passé.

Plus de 300 personnes devaient assister à l'Assemblée générale. Les 2/3 des suffrages exprimés se prononçaient en faveur de la convention, accordant ainsi leur confiance, à ceux qui n'ont cessé de manifester depuis des années, leur souci de rechercher des solutions nouvelles aux problèmes de la gestion des grands ensembles, de leur animation et de la participation des habitants.

Et ceci après un débat, parfois tendu, mais qui permit à chacun d'exprimer son point de vue.

Une étape difficile est donc heureusement franchie. Elle ouvre d'autres perspectives, sur lesquelles tous nos camarades résidant dans de grands ensembles devraient réfléchir. □

(1) Cf. « Tribune Socialiste » n° 353 du 21 décembre 1967.

## Questions municipales

# Colloque de Nîmes : quelle politique ?

Marcel Kergomard

Les cinq fédérations du P.S.U. du Languedoc-Roussillon ont pris l'initiative d'une deuxième rencontre régionale, faisant suite à la rencontre de Montpellier, le 7 mai dernier. Plus technique et plus limitée quant au sujet elle obtint le même succès.

A Nîmes, le 17 décembre, une centaine de militants de « la gauche nouvelle », dont beaucoup d'élus municipaux, étaient venus non seulement des cinq départements de la « Région de programme » mais aussi des départements voisins, Ardèche et Vaucluse, pour participer à une journée d'étude sur un problème bien particulier.

Sous le titre commun « La Gauche Nouvelle face aux problèmes de la démocratie communale », ont été présentés trois rapports : le budget communal ; le plan d'aménagement ; culture et jeunesse.

### Le budget communal

D'entrée de jeu le rapporteur attire l'attention sur la politique du régime actuel qui tend, à la fois, à diminuer les ressources des communes (diminution de la part de l'Etat dans les subventions) et augmente leurs charges (participation obligatoire à des dépenses d'intérêt national).

Mais la discussion qui s'instaure dépasse rapidement ces considérations financières. Il apparaît en effet que « démocratie communale » est bien souvent un joli mot, un joli rêve sans réalité.

D'un côté les électeurs ont bien de la peine à s'intéresser à des problèmes qui sont systématiquement traités sans que l'information nécessaire soit assurée.

D'un autre côté les élus ont souvent beaucoup de peine à accéder aux mystères de la gestion. Certains maires trouvent plus commode de n'informer les conseillers municipaux que des problèmes mineurs, les plus importants étant présentés dans un style technique incompréhensible, ou noyés dans les ordres du jour de conseils municipaux surchargés.

Que peuvent nos élus pour faire entendre leur voix ? C'est pour eux d'abord une question de volonté. Il leur faut beaucoup d'entêtement pour obtenir des fonctionnaires techniques et administratifs qu'on leur communique et qu'on leur explique les affaires importantes.

C'est aussi affaire de temps disponible. Il leur faut énormément de travail pour s'initier aux problèmes

souvent complexes traités dans ces dossiers. Ne pourrait-on imaginer des conseillers ayant un statut de « permanents » comme cela se produit dans les syndicats ?

Participer activement à la gestion, mais pour quoi faire ? Seule peut le dire une recherche socio-économique préalable. Et ce ne sera pas la tâche la plus facile d'un élu soucieux d'une planification rigoureuse et scientifique que de faire renoncer leur Maire et leur Conseil municipal aux réalisations coup par coup, à la petite année, d'obtenir une véritable programmation.

Dans cette perspective à long terme, il ne faut pas perdre de vue que l'avenir de la commune est fonction de sa population. Que d'un point de vue modestement financier, si la population diminue, la charge des dépenses municipales et en particulier des dettes, retombera de plus en plus lourde sur ceux qui resteront, sur une population vieillie.

Ce qui impose aux municipalités de se pencher avant tout sur les problèmes d'expansion et d'emploi.

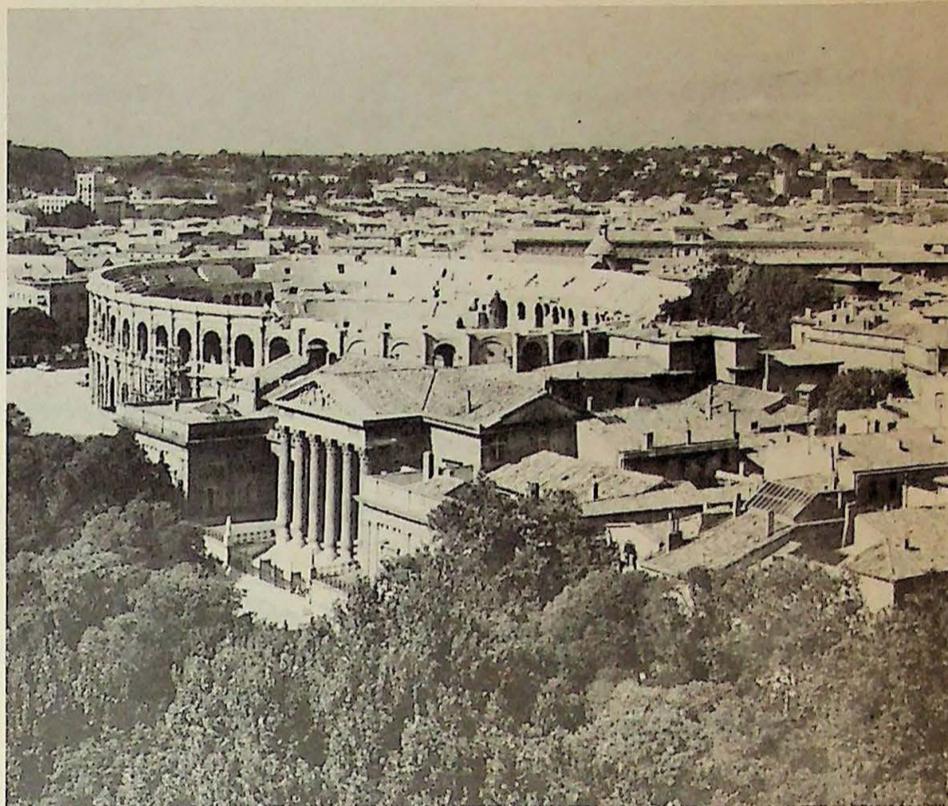
Sur la question des fusions de communes, les avis sont très partagés. Les uns ne voient pas comment du mariage de plusieurs misères pourrait sortir la prospérité. Pour d'autres, les petites communes rurales ont intérêt à se coaliser contre les notables et contre les technocrates qui ont tendance à faire la loi dans les campagnes.

### Le plan d'aménagement

Le rapport sur le plan d'aménagement vient d'abord confirmer la nécessité de la connaissance préalable du milieu et de ses perspectives. A ce sujet l'unique conseiller municipal P.S.U. de Carcassonne expose avec un brio tout méridional combien il lui a fallu de persévérance pour introduire dans une municipalité socialiste traditionnelle les notions de recherche et de plan, et pour obtenir la création d'une commission d'urbanisme et d'un bureau municipal du plan.

Il raconte aussi comment par une publicité unilatérale dans la presse, il a pu intéresser la population à l'élaboration des projets qui la concernent. Non sans émouvoir le reste du Conseil.

Une discussion s'engage sur les différents procédés à employer pour associer les citoyens à cette concertation qui doit présider à l'élaboration des projets et des plans, et dont la condition première est l'information de la population tout entière.



Nîmes : Une rencontre fructueuse.

Roger Viollet

On signale d'abord un style d'information employé dans d'autres pays : expositions permanentes de maquettes, de plans, de photos, dans les lieux publics, voire dans la rue, afin que tout un chacun soit informé des problèmes et des solutions envisagés.

Les « Comités de quartier » n'ont pas l'approbation générale.

On leur reproche de ne s'attacher qu'aux détails locaux. Il en irait sans doute autrement s'ils étaient mieux informés des problèmes d'ensemble. Mais il faut pour cela des intermédiaires entre le Conseil municipal et le Comité de quartier. Les militants de la Gauche nouvelle pourraient remplir ce rôle.

Les « Commissions extra-municipales » où se rencontrent les édiles d'une part et les représentants des mouvements, associations, syndicats, etc., d'autre part, constituent aussi un début d'extension, d'intensification de la vie municipale. Leur efficacité dépend beaucoup du dynamisme des militants et de leur aptitude à éveiller l'intérêt de la masse.

Le rapporteur pose d'abord en principe qu'une « politique de la jeunesse » doit avant tout pourvoir aux besoins des jeunes qui sont : emploi, logement, enseignement, loisirs.

Mais comment une municipalité de gauche peut-elle intervenir efficacement pour pourvoir à ces besoins ?

Il y faut d'abord un plan d'équipement appuyé sur la recherche économique et sociologique.

Il y faut des moyens financiers (pour lesquels l'aide de l'Etat est de plus en plus faible).

Il y faut des animateurs permanents et formés.

Il faut surtout une participation active des jeunes eux-mêmes. Il faut qu'ils soient largement représentés dans les organismes appelés à s'oc-

cuper d'eux tels qu'un Office municipal de la jeunesse ou une Commission extra-municipale de la jeunesse.

Le rapport à peine terminé, surgit la « contestation ». La culture elle-même, dit un demi-jeune, est contestation permanente, non une marchandise dûment étiquetée. Les adultes ont de la peine à concevoir les aspirations des jeunes. Il leur est plus facile de savoir ce qu'ils ne veulent pas que soient les jeunes que ce que les jeunes, eux-mêmes, veulent être.

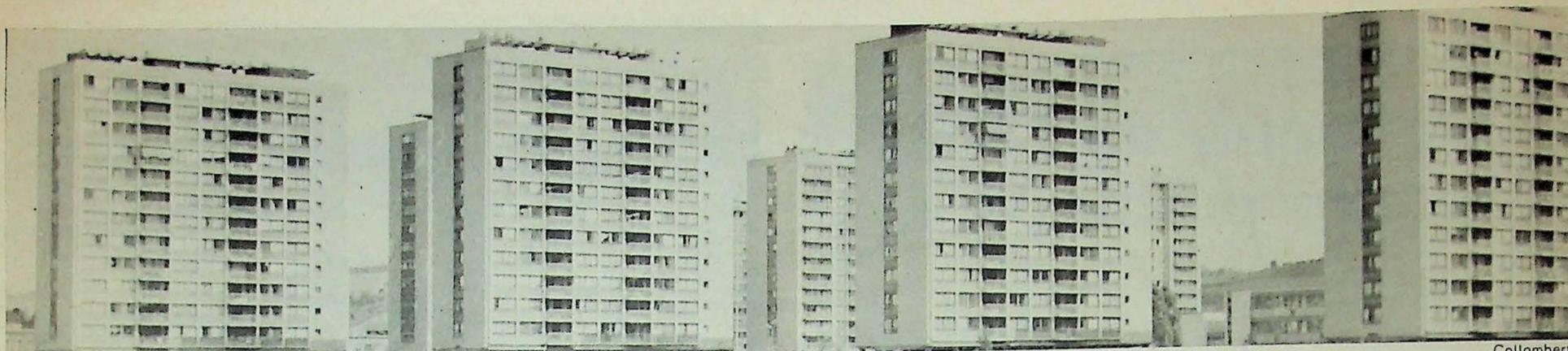
L'institution des « animateurs » est aussi vivement contestée. Ne peut-on se passer d'animateurs permanents rétribués, d'animateurs assermentés standardisés, d'animateurs d'Etat ? Privas (Ardèche) signale l'éveil des jeunes qui, à la suite d'un leader spontanément surgi d'entre eux, prennent en mains leur « Maison des jeunes » sans intervention ni de FONJEP, ni de SMEJP, ni de l'Etat.

On aborde enfin la question essentielle des inorganisés qui sont de 90 à 99 % des jeunes. Comment les atteindre, dans quels buts ? Le devoir des adultes n'est-il pas de mettre à leur disposition un cadre de vie, sociale, familiale, individuelle, où chacun pourrait, comme dit le rapporteur, « s'exprimer et s'épanouir, s'insérer dans la Cité, y prendre sa taille d'adulte, acquérir le sens de ses responsabilités, devenir citoyen conscient et responsable ».

En fait les questions inscrites à l'ordre du jour n'avaient pas un caractère spécialement régional. Mais il fut commode et fructueux de les étudier entre gens de la même région.

D'autres rencontres suivront, celle de Montpellier en mai dernier et celle qui vient de se tenir à Nîmes.

Il appartient aux participants de poursuivre ensemble cet effort. □



Collombert

Paris

## Le prestige ou les hommes

Philippe Laubreaux

Pour qui a entendu le Président de la République se gausser de ces « mœurs du passé » où les assemblées ne parvenaient jamais à voter le budget à l'heure, il peut paraître étonnant que les Conseils généraux de la région parisienne n'en aient terminé avec leurs budgets 1968, il n'y a que quelques jours. C'est que personne, à ce niveau, pas même les élus gaullistes, ne pouvaient nier la complexité des problèmes financiers dont ont eu à débattre les nouvelles assemblées départementales. La presse a fait état largement des multiples difficultés liées au transfert et à la répartition des biens entre les quatre départements de l'ancienne Seine, mais il faut ajouter que l'adoption de nouveaux plans comptables et la création de nombreux services à financement interdépartemental n'ont en rien facilité le travail d'élaboration des élus face aux questions qui leur étaient posées.

Et c'est le moment que le pouvoir a choisi pour fomentier un mauvais coup supplémentaire. Non content de se « laver les mains » des difficultés qu'il avait créées avec la réforme administrative, l'Etat a dans le même temps réduit sa participation aux dépenses d'investissement départemental (pour Paris, sa part est tombée de 50 à 33 %) et fait majorer les budgets de fonctionnement en se débarrassant d'un certain nombre de dépenses jusqu'alors à sa charge. Ainsi a-t-il « réparti » le déficit des transports entre les différentes collectivités départementales. Pour sa part la ville de Paris se voit imposer à ce titre 19 milliards d'anciens francs. De la même manière, elle prend en charge 28 milliards pour ce qui concerne la police. Enfin, pour couronner le tout, le volume des emprunts que la Ville a été autorisée à contracter a diminué alors que le montant des autorisations de programme aussi bien que des crédits de paiements cumulés sont en sensible augmentation.

### Priorité aux inaugurations

Dès lors rien d'étonnant à ce que le découvert budgétaire de la Ville atteigne pour la première fois 128 millions de francs malgré un taux d'augmentation fiscale important (17 %). Mais il y a plus. Si l'incurie du régime ne se marquait que dans le refus de faire face à ses engagements ou de prendre en compte les conséquences de ses propres réformes, il n'y aurait à véritablement dire rien de bien nouveau. Seulement, dans le même temps, le régime tente et réussit partiellement, grâce à la complicité de la majorité du Conseil de Paris, à imposer une orientation des priorités qui n'a rien à voir avec les intérêts des habitants de la cité.

Car enfin nous savions que notre distingué Premier ministre aimait à inaugurer des voies nouvelles entouré de force motards, mais nous ne pouvons penser que cela justifie les invraisemblables disparités imposées au budget de la Ville. Quand nous constatons que le volume des crédits prévus pour la Sécurité et la Police s'accroît de 40 %, que la part faite à la voirie, à la création et à l'élargissement des voies est de 37,6 %, nous ne pouvons qu'estimer ces proportions parfaitement excessives. Quand nous les rapprochons enfin des crédits concernant l'enseignement (9,1 %, en diminution par rapport à l'an dernier) le logement (8 %, en baisse de près de 3 millions par rapport à l'an dernier), l'aide sociale (où la participation des pouvoirs publics a été réduite de 36 % à 10 %), il nous faut bien constater une volonté délibérée d'accorder la plus faible part aux réalisations à caractère social. Et pourtant qui pourrait nier que le programme de modernisation des écoles primaires et maternelles aurait pu être accéléré par l'injection de nouveaux crédits, que, comme nos élus l'ont proposé

en novembre 1966, le changement de statut du personnel des enseignements spéciaux aurait pu permettre, avec quelques millions supplémentaires, la mise en place d'une véritable organisation culturelle péri- et post-scolaires. Au lieu de cela, la majorité réactionnaire du Conseil de Paris a choisi la stagnation et la médiocrité.

Et pourtant, il est frappant de constater que la diminution enregistrée au chapitre du logement correspond très exactement au montant de l'allocation municipale complémentaire que nos élus avaient proposé d'affecter au relogement de 10 000 parisiens dans les 2 000 logements neufs inoccupés à Paris. Au lieu de cela, on choisit de prolonger de quelques années encore la crise du logement à Paris. Et pourtant, l'état lamentable des installations hospitalières de Paris comme la nécessité ressentie dans des couches de plus en plus larges d'assurer progressivement un véritable service social de santé aurait justifié pour le moins le maintien des fonds publics accordés ces dernières années. Au lieu de cela, la majorité n'a accepté que quelques opérations de construction et de transformation (Saint Antoine, Ambroise Paré) et s'apprête à relever le prix de journée dans les hôpitaux.

### Savoir imposer lourdement...

Et qu'on ne nous dise pas qu'il s'agit de hasard, qu'on ne peut tout faire à la fois, etc. Mais que mutiler simultanément l'ensemble des chapitres sociaux du budget ne peut provenir que d'une volonté politique délibérée. Car concurrentement la réalisation de cette politique manifestement aux antipodes de leurs besoins va se trouver payée par une pression fiscale plus lourde pour les familles nombreuses de condition modeste. En effet, la diminution de la recette par suite du remplacement de la taxe locale sur le chiffre d'affaires par la taxe sur les salaires et la réduction de la valeur du centime par suite du départ et de la fermeture d'un certain nombre d'entreprises parisiennes ont été compensées par la hausse de la contribution mobilière. Ainsi chaque Parisien (locataire et propriétaire) va voir s'accroître sa charge contributive tandis que les

locaux professionnels continueront à être taxés sur la base du pourcentage de 30 % (qui n'a pas subi de variation depuis 1954!). Mais ce n'était pas encore suffisant. L'institution de la redevance d'assainissement qui remplace la taxe de déversement à l'égout sera fixée en fonction de la consommation d'eau des usagers. Il s'agit donc d'une majoration supplémentaire du prix de l'eau qui va passer ainsi à 1 franc le m<sup>3</sup>, soit une augmentation de plus de 40 % sur l'an dernier. Il va de soi que cette augmentation pèsera prioritairement sur les familles nombreuses quels que soient leurs revenus. Mais en cette affaire, tout ne sera pas perdu pour tout le monde ; aux termes de la convention signée par la Ville avec la Compagnie générale des Eaux, c'est plus de 7 millions de bénéfice en trois ans que la C.G.E. va encaisser.

### Quelques consolations...

Ainsi la boucle est bouclée, le Parisien doit savoir qu'il ne lui sera apporté aucune aide nouvelle en 1968 pour se loger, se soigner ou instruire ses enfants, mais il aura la grande consolation de voir inaugurer de nouvelles portions de voies autoroutières, de voir proliférer le nombre des gardiens de la paix (parfois !) et d'avoir contribué puissamment au développement des profits d'un certain nombre d'entreprises ayant passé contrat avec la municipalité qui le représente. Et si vraiment cela ne lui suffit pas, le Parisien pourra se consoler en pensant aux belles illuminations qu'il a eues pour Noël, au Centre de Commerce International que les groupes bancaires lui mijotent dans le quartier des Halles en grand secret, en bref à toute la fierté qu'il doit avoir devant le rôle prestigieux que l'on prépare pour sa ville. Et si par hasard, il en restait quelques-uns à préférer des crédits pour vivre mieux, lui-même et sa famille, alors ce ne sont que des égoïstes. □

Chaque semaine lisez :

“ Tribune Socialiste ”

## Greffe

# Le corps des uns sous le cœur des autres

Jean-Philippe Derenne

Les greffes du cœur dont la répétition spectaculaire a frappé l'opinion publique ont suscité un intérêt savamment orchestré qui s'est traduit par des controverses passionnées centrées sur ces questions. On a confronté des médecins, des biologistes, des religieux. C'est en ces termes qu'ils en ont débattu. Parfois certains sont allés un peu plus loin en parlant de la condition des Noirs en Afrique du Sud. En fait, personne ou à peu près, n'a posé ce problème dans son contexte réel, c'est-à-dire n'a demandé ce que signifie une greffe de cœur dans l'organisation sanitaire, quels choix cela représente, quelle conception de la santé cela illustre.

### Le problème technique

Notre propos n'est certainement pas de jeter l'anathème sur les greffes. Dans un certain nombre de domaines leur efficacité est assurée. Il faut toutefois bien séparer deux cas :

- les greffes synthétiques ;
- les greffes humaines.

Considérons d'abord les greffes humaines. Là encore elles posent des problèmes différents selon les organes.

On ne peut mettre en parallèle par exemple une greffe de rein, car on peut maintenir en survie artificielle indéterminée un individu sans rein et une greffe de cœur qui obéit à la loi du tout ou rien (si le cœur s'arrête, l'individu meurt automatiquement). Si les greffes posent un problème général, en pratique elles ont des conséquences très diversifiées.

Greffer un organe présente des difficultés de deux ordres : technique chirurgicale et questions immunologiques. Pour la greffe du cœur, les difficultés opératoires sont peu différentes des autres opérations thoraciques. D'autre part les antécédents de milliers de chiens greffés permettent aux chirurgiens de s'exercer en toute quiétude. Les accidents sont ceux de toute chirurgie vasculaire : lâchage de sutures, embolies... c'est-à-dire que techniquement la greffe d'un cœur humain sur un homme ne fait en rien progresser la technique chirurgicale.

Les problèmes immunologiques

sont ceux communs à un certain nombre de greffes : on sait que si on implante un corps étranger dans un organisme il se produit une réaction de rejet pour chasser cet « intrus ». Il s'agit d'un phénomène très général qui déborde le cadre de la greffe du cœur, mais là encore, il est fort peu probable que ce soit à propos d'une greffe de cœur que l'on puisse progresser dans la voie permettant de neutraliser ce mécanisme de défense.

Au total, on ne peut pas justifier les greffes de cœur humain sur l'homme par les progrès qu'ils feraient accomplir à la médecine. C'est donc en fonction d'autres critères qu'il faut en juger.

### Le donneur

On a beaucoup insisté pour savoir où et quand finit la vie, à partir de quand peut-on déclarer qu'un individu est mort. De longues discussions tranchent dans tel ou tel sens pour considérer que l'on est mort soit quand le cœur ne bat plus, soit quand l'activité cérébrale se trouve être absolument nulle à l'électro-encéphalogramme. Il s'agit là de critères moraux, intéressants certes ; mais en pratique tout se passe différemment : on arrête toute réanimation à un insuffisant rénal chronique à partir d'un délai assez fixe, et arbitraire, parce qu'on n'a pas les moyens (matériels) de le maintenir en survie — et il meurt. On ne peut pas traiter faute de moyens certains cardiaques qu'une surveillance constante permettrait peut-être de sauver... La notion d'heure et de date de la mort doit donc être complétée par la notion : « à partir de quand laisse-t-on mourir un malade parce qu'on juge qu'il est inutile ou impossible de le soigner ? »

Un tel choix dépasse à l'évidence le phénomène individuel et se pose à l'échelle collective (crédits - législation - morale courante) dans des termes différents selon les sociétés et selon le degré de leur développement.

Prélever le cœur d'un individu dont le tracé électro-encéphalographique est plat de façon définitive n'est pas plus choquant que d'arrêter de le ranimer. Seule se pose l'utilité de ce prélèvement.



Professeur Barnard  
Au-delà du spectaculaire, une médecine de privilégiés.

### Donneur et receveur

Il est beaucoup de receveurs éventuels. Il est bien peu de donneurs car il faut certaines conditions : cœur sain, absence d'infection, de cancer, de maladie métabolique grave... Dans une ville comme Le Cap, il a fallu plus de 15 jours pour en repérer un. S'il est peu probable qu'on aboutisse à la formation d'élevage de donneurs (et si cette hypothèse se réalisait, ce trafic ne serait que la traduction spectaculaire de théories et de choix débordant largement le cadre de la santé : par exemple les Nazis...), il est par contre beaucoup plus évident qu'il est impensable de pouvoir par cette méthode greffer plus du 1/100 ou du 1/1000 des malades éventuellement greffables. Dans l'immédiat, et tant que la méthode n'est pas au point, on peut se contenter de demander à des volontaires de se prêter à l'expérience. Mais si la technique chirurgicale et immunologique devient réellement efficace, sur quels critères choisira-t-on l'infime minorité que l'on prolongera ? La greffe du cœur humain sur l'homme ne saurait à aucun stade devenir une thérapie commune aux cardiaques. Seuls quelques privilégiés pourront en bénéficier. Cette conception n'est évidemment pas la nôtre.

Il est mensonger et scandaleux de parler de « greffe de la vie » et de donner espoir à des millions de malades quand on sait que jamais on ne pourra les soigner par cette méthode.

### Les greffes non humaines

Très différent est le problème des greffes synthétiques. On peut en effet, très bien envisager la création de races d'animaux comparables à l'homme sur le plan cardiaque que l'on élèverait pour servir de donneurs. De telles recherches sont malheureusement fort peu avancées et tout au plus, au stade de vœux pieux. De même des greffes synthétiques en matière plastique pourraient être utilisées. Là aussi on se heurte à des goulots techniques très compliqués.

### Le choix

Nous avons vu que sur un plan moral les greffes cardiaques humaines sont à rejeter. Il faut également envisager le point de vue économique. De telles opérations coûtent très cher. Elles nécessitent la mobilisation constante d'un personnel médical et sanitaire nombreux et compétent. Développer un tel type de médecine revient à investir des sommes très importantes dans ce secteur au détriment d'autres.

Il n'est évidemment pas question en théorie de refuser de soigner des gens parce que cela coûte cher, mais en pratique on doit trancher.

Dans quel système de soins s'insèrent de telles opérations, réservées par leur nature même à une infime minorité ? Quelle prévention des affections cardiaques par exemple est menée parallèlement, ou contradictoirement ? Il est caricatural que ce soit en Afrique du Sud, où 90 % de la population est parquée dans d'immenses réserves dans un lamentable état sanitaire que soit pratiquée cette médecine de riches.

### Au cœur du débat

Soigner un malade c'est certes guérir l'affection dont il souffre, c'est surtout essayer de prévenir. Le système actuel est caractérisé par la multiplication des actes de soins, cependant que la prévention demeure systématiquement mise de côté. C'est qu'il est beaucoup plus spectaculaire de guérir que d'empêcher la maladie. C'est qu'il est beaucoup plus facile de faire pratiquer des actes médicaux isolés — et même s'ils sont « trop » nombreux — que d'envisager la mise en application d'un vrai plan de couverture sanitaire. C'est qu'à travers la santé, tout le mode de consommation que nous impose la société capitaliste se trouve remis en question : le logement, les transports, le bruit, les conditions de travail, les loisirs, etc.

La campagne de presse, l'agitation déployée autour de ces interventions confinent à la mystification, car en enfermant le problème dans ses termes techniques et moraux, on cautionne de fait l'utilisation politique qui en est déduite. □

Conseil national des 30 et 31 mars

## Le P.S.U. et les luttes sociales

Les difficultés rencontrées par les travailleurs dans la société capitaliste se sont accrues brusquement et risquent de devenir encore plus réelles tout au long de l'année 1968. Alors que le néo-capitalisme en phase de croissance pouvait et devait organiser une certaine augmentation des ressources matérielles des masses, on constate que dès qu'un ralentissement de la conjoncture et une amplification de la concurrence apparaissent, les salariés en supportent immédiatement les conséquences. La hausse des prix et la stagnation des rémunérations réelles se produisent au moment où il y a une augmentation du chômage.

Dans ces conditions, il aurait été logique que le gouvernement et le patronat veillent bien examiner avec les représentants des travailleurs quelles sont les causes de la situation actuelle et les solutions qui peuvent y être apportées. Ils s'y sont refusés et ne consentent qu'à discuter de l'indemnisation « des chômeurs partiels ».

De même, au niveau de l'entreprise, aucune réponse n'est apportée aux salariés lorsqu'ils demandent à avoir des garanties pour l'exercice des droits syndicaux et sur l'avenir de leur situation.

Dans ces circonstances, le C.P.N. a jugé qu'il était indispensable de donner au premier semestre 1968 la priorité à la participation du Parti aux luttes sociales : pour organiser cette action il décide de tenir les 30 et 31 mars un conseil national qui sera entièrement consacré à l'analyse de la situation, à la définition des propositions du Parti et au développement de sa campagne.

\*  
\*\*

Pour ordonner les travaux du Conseil il est décidé de choisir deux thèmes centraux qui sont d'ailleurs liés étroitement entre eux : la reconquête du plein emploi et les possibilités de conjonction du P.S.U. avec les actions syndicales.

### Le plein emploi

Quatre dossiers devront être présentés.

a) Analyse de la situation actuelle :

La remontée du chômage n'est pas un phénomène conjoncturel comme en 1953, elle est la conséquence des difficultés actuelles du capitalisme : choix du Marché commun, affrontement entre capitalismes nationaux,

concentrations et fusions, politique des plans de stabilisation en fonction des problèmes monétaires.

Qui supporte le chômage total et partiel ? Comment se manifeste la dégradation des conditions d'emploi, de qualification et de durée du travail, quelles sont les perspectives d'ici 1970, d'ici 1985 ?

b) Pour une politique du plein emploi :

Dans l'immédiat : à quelles revendications faut-il donner la priorité pour réduire le chômage (relèvement du pouvoir d'achat, salaires et rémunérations de la fonction publique), et pour accroître les garanties contre les licenciements ?

A l'avenir : quelles seraient les conditions d'un maintien permanent du plein emploi : planification industrielle et financière, contrôle des ressources nationales, contrôle par les travailleurs de l'exécution du plan par les entreprises, planification et moyens d'action régionaux, politique des revenus ?

Maîtrise des relations économiques extérieures et concertation avec d'autres pays étrangers. Garanties contre les fluctuations extérieures et les réactions des capitalismes étrangers, organisation monétaire mondiale.

c) Pour une législation de l'emploi :

Il faut définir une législation générale garantissant le droit des travailleurs face aux changements, aux mutations, aux reconversions, aux concentrations et aux fusions, et leurs répercussions sur les rémunérations, la qualification, le logement, etc.

Des exigences particulières pour :

- les jeunes de 15 à 18 ans,
- les femmes,
- les cadres,
- les travailleurs de plus de 45 ans,
- les travailleurs de l'agriculture et du monde rural.

Pour ces différentes catégories, le P.S.U. devrait élaborer des propositions législatives et réglementaires.

d) Les conditions réelles de vie et d'emploi des travailleurs doivent être également resituées dans le cadre de leur région.

Des études et des propositions particulières doivent être faites pour plusieurs régions où des problèmes graves se posent et où le P.S.U. est en mesure de provoquer une réflexion collective. Il est proposé de tenir des réunions préalables dans au moins quatre régions :

— la Lorraine (reconversion industrielle) ;

— la Région Parisienne (conséquences de la décentralisation et de l'évolution des activités tertiaires) ;

— l'Ouest (l'industrialisation et l'avenir des jeunes du monde rural) ;

— la région Rhône-Alpes (compétition internationale, liaison avec les luttes sociales en Italie, et ceci en collaboration avec les fédérations correspondantes du P.S.I.U.P.).

Ces réunions devraient concrétiser nos propositions en ce qui concerne les moyens d'action à donner aux régions et, d'une manière plus générale, notre conception des institutions régionales.

### Perspectives ouvertes

L'aggravation du chômage, la stagnation des salaires entraînent :

a) D'une part, une réaction du mouvement syndical.

Des grèves d'ensemble à courte durée aux grèves partielles, d'une plate-forme minimale défensive aux actions politiques (lutte contre les pouvoirs spéciaux), le mouvement syndical oscille sans cesse. Mais deux problèmes sont maintenant posés clairement :

— Est-il possible, pour le mouvement syndical, en conjonction avec

les forces socialistes, d'entreprendre des actions offensives, et comment ?

— Il faut un débouché politique aux luttes corporatives, mais lequel ? et à quel niveau ?

b) D'autre part, un niveau de conscience plus aigu des travailleurs dans les entreprises concernant la limite de leur contestation et leurs conditions de travail.

— Le pouvoir patronal est absolu, intangible dans l'entreprise, tout effort pour le contester se heurte à une réponse répressive (licenciement des délégués, discrimination à l'égard des militants syndicaux). Comment dans le contexte actuel les salariés peuvent le remettre en cause ?

— Les conditions de travail se sont nettement détériorées en fonction même du chômage partiel et de la menace constante des licenciements. Des grèves comme celle de la Rhodiaceta ont posé le problème, comment y répondre ? Les revendications qualitatives sont-elles possibles malgré la division syndicale ?

Le rôle du Conseil National va être de répondre avec précision à ces questions.

Ce sera la contribution du P.S.U. aux luttes actuelles des salariés, et la raison de sa présence sur les lieux de travail pour ses sections et groupes d'entreprises.

(Résolution votée à l'unanimité moins une abstention.) □

## Communiqué de la commission de travail du Parti Communiste et du P.S.U. sur le programme commun

Une commission de travail, comprenant des représentants du Parti Communiste Français et du Parti Socialiste Unifié, a tenu plusieurs réunions depuis octobre 1967 en vue d'examiner ce que devrait être un programme d'action et de gouvernement commun à toutes les forces ouvrières et démocratiques.

Les discussions ont fait ressortir, en même temps que des divergences, d'importants points d'accord portant sur la nécessité de profondes transformations dans les domaines politique, économique et social par des réformes hardies et portant sur la satisfaction des revendications sociales, dans l'intérêt des masses laborieuses et du pays.

La commission estime que le programme commun de la gauche doit avoir un contenu social et économique avancé qui doit notamment comporter des réformes contre la mainmise des grandes sociétés capitalistes sur la vie du pays et des mesures susceptibles de briser toutes manœuvres éventuelles du grand capital contre l'application du programme.

La commission va poursuivre ses travaux, avec l'objectif de contribuer à l'élaboration du programme cohérent, capable de rassembler toutes les forces populaires, afin d'en finir avec le régime gaulliste et la domination des monopoles, pour passer à une démocratie authentique qui s'inscrit dans la perspective du socialisme.

**Résolution politique**

# Propositions pour la gauche

Sur le plan parlementaire, le régime gaulliste a fini l'année 1967 mieux qu'il ne l'avait commencée. L'appui des amis de M. Giscard d'Estaing et d'une partie de ceux de MM. Lecanuet et Duhamel, lui a assuré une majorité parlementaire courte mais suffisante. Ce n'est donc pas au sein du seul Parlement que peut se développer l'action capable d'ouvrir enfin la succession du gaullisme.

Dans le pays, en revanche, la politique de la V<sup>e</sup> République développe ses résultats désastreux : augmentation rapide du chômage, ralentissement de la production industrielle, stagnation de la construction, crise profonde de l'université, ralentissement de l'effort national d'investissement et de recherche, affaiblissement de la compétitivité de notre économie, et maintenant, baisse du pouvoir d'achat. Les perspectives dressées pour 1968 ne laissent attendre aucune amélioration sérieuse. Le remplacement de ce régime est donc urgent. Il ne sera possible que par un combat commun de toutes les forces de gauche, politiques et syndicales notamment.

Le développement d'un tel combat, dans l'ensemble du pays et pas seulement au Parlement, suppose une pratique politique commune, et par conséquent un programme commun. Mais le programme ne serait qu'un document vain s'il n'engageait pas l'ensemble des forces de la gauche dans des luttes quotidiennes menées au nom d'objectifs convergents.

La crise monétaire mondiale menace et conduit tous les pays à définir leur politique économique à partir de leurs relations extérieures. L'utilisation par les Etats-Unis de moyens militaires d'une violence croissante pour imposer leur domination montre aussi que le capitalisme est de plus en plus contesté car il n'est pas capable d'assurer dans le monde le progrès et la paix. C'est par rapport à cette situation que se définissent les orientations politiques proposées aux Français.

La première est celle du général de Gaulle. Contestant la domination américaine mais non le capitalisme, il applique une politique simple, qui est l'attaque permanente des Etats-Unis sur tous les fronts. Après avoir cru pendant quelques années que l'instrument principal de cette politique serait une force nucléaire de dissuasion, de Gaulle s'est aperçu

à la fois qu'il n'en avait pas les moyens, et qu'il disposait d'une autre force de frappe bien plus efficace : le franc. Mais en régime capitaliste, le prix d'une offensive monétaire extérieure est une politique de déflation et de chômage. Ce prix a été délibérément payé par le gouvernement. Il est inacceptable par les Français.

Une seconde orientation est proposée par les centristes et par la majorité de la F.G.D.S. Elle consiste à reproduire au niveau européen les formes de développement économique qui ont semblé donner satisfaction dans chacun de nos pays entre 1945 et 1960. Grâce à une grande interdépendance entre l'Etat et les entreprises privées, à une forte autonomie monétaire de chaque Etat et au régulateur international incontesté qu'était le dollar, nos différents pays ont pu assurer une rapide croissance et le plein emploi. Aujourd'hui l'augmentation de la taille des firmes et le retour à la concurrence ont brisé ce mécanisme. Pour se protéger contre un système international en crise, les Etats d'Europe provoquent tous la déflation et le chômage chez eux. Il est dès lors tentant de dire : « Faisons un gouvernement européen fort, et protégeons nos industries et nos mouvements de capitaux. Cela permettrait de réaliser le plein emploi en Europe au prix d'un peu d'inflation, voire de quelques dévaluations. »

Cette stratégie n'est pas autre chose qu'un replâtrage du capitalisme au niveau européen. Elle ne répondrait pas aux nécessités actuelles qui consistent surtout à assurer le financement d'équipements et de services collectifs en constante expansion et à ouvrir la voie à la démocratie économique par l'extension des pouvoirs syndicaux. Mais surtout les Etats-Unis ont beaucoup trop besoin de profiter des débouchés et de la main-d'œuvre relativement peu chère qu'offre l'Europe à leurs entreprises pour jamais accepter qu'on se fasse une telle politique.

On voit aussi apparaître que les difficultés du capitalisme mondial appellent des solutions socialistes. La politique de la gauche française ne trouvera assez d'homogénéité pour être exprimée dans un programme commun que si elle s'oriente vers l'édification d'une Europe socialiste désengagée. C'est la troisième orientation possible, et c'est la seule capable de rassembler la gauche.

Cette politique suppose :

1° Le non-renouvellement du Pacte atlantique par la France, de manière à créer en Europe un verrou diplomatique interdisant le retour à l'atlantisme après de Gaulle.

2° Le développement des points d'appui nationaux d'une politique économique planifiée, que ces moyens servent à l'exécution d'une planification faite d'abord au niveau national, ou bien, plus tard, au niveau européen. Cela vise l'extension et la transformation des secteurs publics, le développement des pouvoirs syndicaux et des négociations collectives, la participation syndicale au contrôle d'exécution du Plan, la réorganisation des échanges économiques internationaux, en même temps qu'une priorité absolue à l'éducation et à la recherche.

3° La définition d'une politique monétaire nationale et internationale de la gauche. Ce point est aujourd'hui décisif car il s'agit du secteur le plus mal connu, du champ de bataille essentiel et de celui où devront être prises les décisions les plus urgentes. Cette politique devra comporter le refus du dollar comme moyen de paiement international et le remplacement progressif de l'or par des moyens de paiement strictement réservés aux paiements entre Etats, émis par des institutions chargées d'effectuer les règlements multilatéraux. Une telle institution pourra être créée en Europe. Elle devra être gérée conformément aux orientations des planifications nationales et communautaires.

Le Parti Socialiste Unifié souhaite que l'ensemble des forces de la gauche française étudie ce problème pour aboutir à une proposition commune.

4° L'examen de toute demande d'adhésion à la communauté européenne en fonction de l'accord de l'Etat demandeur sur les orientations définies ci-dessus, et notamment la rupture de la solidarité monétaire avec les Etats-Unis.

C'est seulement dans le cadre d'une telle politique dont les aspects internationaux et intérieurs doivent être cohérents, que la gauche socialiste française trouvera son unité, que ses contacts internationaux pourront se développer sur la base de propositions précises, que l'ensemble des luttes sociales pourra être coordonné autour des grandes orientations du programme de la gauche et que notamment la France pourra retrouver le plein emploi sans revigorer pour autant un capitalisme déjà en crise. □

● Résolution votée par 35 voix pour, 17 contre et 4 abstentions. La résolution présentée par Gérard Denecker et André Garnier, au nom de la minorité, sera intégralement publiée dans le prochain numéro du *Courrier du P.S.U.*

**Tribune  
Socialiste**

**VOUS  
OFFRE  
jusqu'au  
28 février  
des  
abonnements  
au prix spécial**

**6 mois : 9 F**

**1 an : 17 F**

Nom : .....

Adresse : .....

**Faites parvenir ce bulletin  
accompagné d'un chèque  
bancaire ou postal, ou un  
virement postal au :**

**C.C.P. Paris 58-26-65**

**Tribune Socialiste, 54, bd  
Garibaldi, Paris-15°.**

## Tribune Socialiste

### Des milliers de nouveaux lecteurs

Le Comité Politique National a consacré une partie importante de ses travaux aux problèmes de « Tribune Socialiste ».

Nous extrayons de la résolution votée à l'unanimité le passage suivant :

« Tribune Socialiste » n'a eu jusqu'ici comme ressources que celles qui provenaient des abonnements de ses lecteurs et des subventions du parti.

Il est indispensable que la progression de la diffusion soit d'une importance suffisante pour que l'équilibre du journal soit définitivement assuré.

Le C.P.N. appelle toutes les fédérations et sections à prendre toutes les initiatives nécessaires pour que l'objectif de 5 000 abonnés nouveaux au prix réduit qui a été fixé soit atteint d'ici le 28 février. C'est une tâche primordiale et une tâche qui concerne tout le parti.

La vente militante reprend depuis quelques mois dans des proportions non négligeables. L'expérience semble prouver que la vente au porte à porte est la plus rentable à la fois sur le plan de la vente et sur le plan politique.

La diffusion en kiosque et son implantation seront revues avec le concours des fédérations et des sections, d'ici le printemps 68.

Ainsi l'organisation politique la plus responsable du parti, vient confirmer ce que nous disions ici-même, il y a deux semaines.

Une véritable bataille est maintenant engagée, pour faire franchir à « Tribune Socialiste » un nouveau pas.

De toutes parts des encouragements nous parviennent. Lettres de fidèles lecteurs. Lettres aussi de sympathisants récents qui se sont pris d'une vive amitié pour notre journal.

Un exemple réconfortant nous vient de Saint-Egreve, dans l'Isère, où la section du P.S.U. a abonné dix sympathisants pour six mois. Si pareille action se multipliait à travers toute la France, il ne fait nul doute que nous atteindrions rapidement les objectifs fixés, et sans doute les dépasserions nous.

Que chacun se sente concerné et mobilisé. Que chacun cherche son nouvel abonné. D'avance merci.

## Courrier du P.S.U.

Le deuxième numéro du Courrier du P.S.U. vient de paraître.

Cette publication est réservée aux adhérents du parti. C'est un mensuel. Il comprend les directives des organismes nationaux, les informations internes sur la vie du parti, les relations d'expériences, des tribunes libres, des débats et des articles de réflexions.

Aux sommaires des deux premiers numéros on trouve : les résolutions internes des comités politiques nationaux de septembre 1967 et novembre 1967, un compte rendu des débats, la présentation des organismes responsables du parti : bureau national, comité politique national, commissions, des tribunes libres et un texte sur une expérience d'une fédération : syndicalisme et politique.

Le troisième numéro qui sera publié fin janvier 1968 comportera un compte rendu du C.P.N. des 13 et 14 janvier, un texte sur l'information, la suite de la présentation des organismes responsables.

ABONNEMENT (jusqu'au 31 janvier 1968) ..... 10 F  
(à partir du 1<sup>er</sup> février 1968) .. 15 F  
PRIX DU NUMERO (jusqu'au 31 janvier 1968) ..... 2 F  
(à partir du 1<sup>er</sup> février 1968) .. 2,50 F  
Règlement : T.S., C.C.P. Paris 58 26 65.

## OPTION SANTE

Dans le cadre d'une organisation socialiste de la médecine, le problème de la distribution des soins se pose dans des termes économiques, politiques et sociaux. L'exercice des soins, traditionnellement réservé

au corps médical, tend à s'élargir et nécessite la participation de plus en plus nombreuse de personnes non-médecins. La remise en question de l'acte médical, de l'équipe sanitaire, se pose au premier chef. C'est pour permettre la confrontation de tous ceux qui par leurs activités professionnelles, sociales ou politiques, interviennent dans l'exercice sanitaire, qu'a été créée la revue « Option Santé ». Son prochain numéro sera centré sur cette notion d'équipe médicale.

Journal de confrontation et en même temps journal militant, « Option Santé », a besoin de la participation de tous ceux qu'intéresse l'élaboration d'une politique sanitaire socialiste et efficace.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. Max Lucas, résidence du Bois des Roches, appartement 17-2-13, 91 - St-Michel-sur-Orge.

Abonnement 1 an : 20 F. Soutien : 50 F. C.C.P. Max Lucas 19-563-39 Paris.

## Résolutions du CPN

Indépendamment des deux résolutions que nous publions dans ce numéro, le Comité Politique National a voté à l'unanimité deux autres motions concernant la formation dans le parti et Tribune Socialiste.

Ces motions seront intégralement publiées dans le prochain numéro du Courrier du P.S.U.

## Rencontre PSU MAPAM israélien

Dans le cadre des relations régulières établies entre nos deux partis, Marc Heurgon et Manuel Bridier ont reçu au siège du P.S.U., le vendredi 12 janvier, Simha Flapan. La conversation a porté sur l'évolution de la situation au Moyen-Orient et sur la préparation de la Conférence de la Méditerranée.

Simha Flapan a fait part à nos camarades du désir de son parti de recevoir en Israël une délégation du P.S.U. à l'occasion du Congrès du M.A.P.A.M., en mars prochain.

## Assemblée générale des secrétaires fédéraux

Le Bureau national souhaite inaugurer une nouvelle méthode de travail en réunissant autour de lui au cours de deux journées, les samedis 3 et dimanche 4 février, les responsables de toutes les fédérations du parti. Le contact direct qui s'établira ainsi permettra de confronter les problèmes qui se posent ici et là, de mieux préparer en commun le Conseil National des 30 et 31 mars.

Ordre du jour : samedi 3 (16 h) : ouverture de l'assemblée par Michel Rocard, secrétaire national. Problèmes d'organisation du parti. — Dimanche 4 (9 h) : Préparation du Conseil National.

## G.E.R.M.M.

JOURNEE NATIONALE DU GROUPEMENT D'ETUDES ET DE RECHERCHES POUR UNE MEDECINE MODERNE

Dimanche 28 janvier 1968  
Hôtel du Palais d'Orsay, 9, quai Anatole-France - PARIS 7<sup>e</sup>  
10 h : « Les médecins sont-ils seuls responsables de la santé » discussion (Dr Vincent).  
12 h : « L'économie médicale, la sécurité sociale et la médecine » (Dr Bosquet).  
14 h 30 : Discussion.  
15 h 30 : « Recherche d'une méthode d'étude des structures des professions sanitaires ».

- Sont cordialement invités à participer aux débats les membres des professions sanitaires, les militants sociaux et les militants politiques intéressés.
- Inscriptions au G.E.R.M.M., 5, place du Panthéon, PARIS 5<sup>e</sup>.

## Première Contribution

Au cours de la session des 13 et 14 janvier, les membres du C.P.N. ont effectué un premier versement pour « le Bateau pour le Vietnam ». La somme de 80 000 anciens francs a été recueillie.

## Calendrier

Vendredi 19 janvier - Clermont-Ferrand. — Meeting de la fédération du Puy-de-Dôme, avec la participation de Michel Rocard, secrétaire national.

Samedi 20 janvier - Mulhouse. — Réunion fédérale du Haut-Rhin, avec la participation de Jacques Malterre.

Jarny (Meurthe - et - Moselle), 17 h 30. Réunion débat autour de Pierre Marchi sur le problème des nationalisations. A 21 h, réunion des adhérents P.S.U. du Bassin de Briey.

Saint-Denis, 21 h, réunion sur les problèmes de l'enseignement avec Robert Chapuis.

Dimanche 21 janvier - Ermont-Eaubonne. — Réunion de reprise de cartes avec Marc Heurgon.

Jeudi 25 janvier - Bruay-en-Artois. — Réunion autour de Jacques Malterre.

Michel Rocard, secrétaire national, se rendra dans la fédération de l'Hérault les jeudi 25 et vendredi 26 janvier. Robert Chapuis, membre du bureau national, sera dans la fédération des Basses-Pyrénées, les samedi 27 et dimanche 28 janvier.

## Petite annonce

Collaborateur du journal cherche à louer 2 pièces, cuisine, rive gauche. Loyer : 400 à 450 francs environ.

Ecrire Tribune Socialiste, 81, rue Mademoiselle, Paris 15<sup>e</sup>.

## BULLETIN D'ADHESION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup>)

## Livres

## La parole est à Cuba

André Laude

Profitant de son séjour à Cuba, l'été dernier, Maurice Nadeau a collecté la matière d'un gros numéro des *Lettres nouvelles* qui vient de paraître.

Cuba pour nous c'est une mythologie. Une fois prononcé le mot « révolution » on a l'impression d'avoir tout dit. Pourtant, une révolution ne saurait être réduite à un schéma folklorique ; une révolution — c'est un truisme — est un processus complexe, difficile, qui concerne à la fois le politique, le social, l'économique et le culturel. Elle sous-entend transformation des réalités concrètes, mais aussi métamorphose des esprits, des consciences. Chacun sait qu'il est plus facile de transformer à coups de bulldozers, au nom du socialisme, un paysage que d'imposer dans les têtes les idées nouvelles après avoir tué les anciennes, compte tenu du fait que les anciennes idées ne sont pas forcément toutes condamnables, certaines pouvant aider à l'élaboration de « l'homme nouveau ». Autrement dit, il est particulièrement intéressant, pour ne pas dire plus, de savoir ce qui s'écrit à Cuba, de savoir ce que pensent les intellectuels cubains intégrés au combat révolutionnaire. En ce sens, le cahier établi par Nadeau a valeur à plus d'un titre. Il nous révèle une littérature passionnante en soi, eu égard aux traditions, à la créativité intense du peuple de l'île, une littérature peu connue chez nous ; il nous permet de découvrir les chemins suivis par une jeune littérature confrontée aux problèmes multiples et complexes que pose la révolution socialiste.

Par-delà la localisation du phénomène, il est certain que nombre des interrogations, des angoisses, des questions et des réponses formulées par les intellectuels de Cuba révolutionnaire, nous concernent directement, et que nous ne saurions les ignorer, nous qui combattons pour l'avènement du socialisme en France, et plus largement en Europe.

### A partir de la bâtardise

A ce titre, l'essai de Roberto Fernandez Retamar « les intellectuels et la révolution » constitue l'axe de ce numéro.

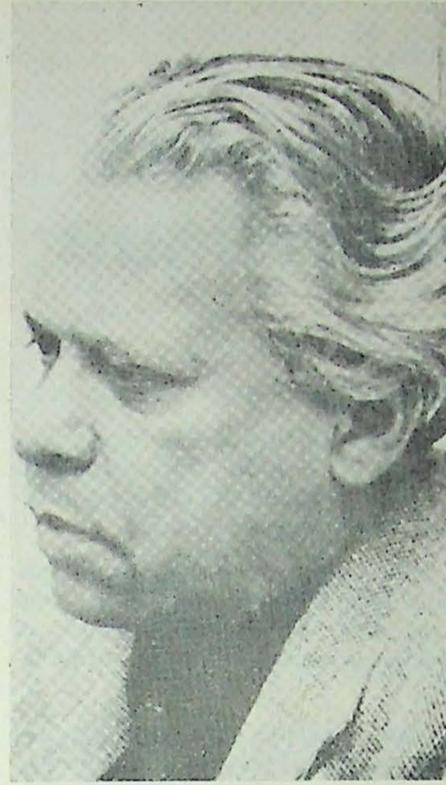
Tout au long de ces pages où connaissance historique et puissance de réflexion se marient souverainement, Retamar, à partir du bilan des générations précédentes, pose l'insis-

tante question : « Qu'est-ce qu'un intellectuel révolutionnaire, poète, romancier, essayiste, etc. ? » Sans prétendre pouvoir apporter de réponse définitive — il n'en existe certainement pas —, Retamar apporte quelques éléments d'éclaircissement. Tâche d'autant plus difficile que l'intellectuel cubain révolutionnaire assume une situation inconfortable : héritier d'une culture au sein de laquelle sont fondus des éléments positifs et des éléments négatifs, qu'il s'agit de départager à la lumière des temps présents, de leur signification et de leurs exigences, il est le citoyen d'un pays sous-développé où triomphait jusqu'à une date récente, l'analphabétisme. Intellectuel, il a le plus souvent été nourri de culture occidentale et fasciné par les expressions dites de l'avant-garde. C'est à partir de ce terreau contradictoire qu'il doit travailler, dégager une culture neuve qui soit absolument liée aux objectifs de la révolution.

Comme pour la Russie soviétique, il y a eu à Cuba, à un moment donné un « réalisme socialiste ». Il n'a fort heureusement pas vécu grâce à l'intervention des nouvelles générations intellectuelles qui ont étranglé ces tentatives néfastes. Du long texte de Retamar se dégage une idée essentielle : « il ne suffit pas d'adhérer verbalement à la révolution pour être un intellectuel révolutionnaire... cet intellectuel est aussi obligé d'assumer une *position intellectuelle révolutionnaire*. C'est-à-dire qu'il dégagera forcément les problèmes de la réalité et qu'il abordera ces problèmes en révolutionnaire... Mais ceci est le résultat d'un processus aussi intense et aussi violent que l'a été la révolution parmi nous ». Autrement dit, il importe d'empêcher la création d'une bureaucratie d'écrivains et d'artistes. Il s'agit par la participation la plus intense, la plus passionnelle au processus révolutionnaire, de dégager les nouvelles valeurs, les nouveaux rapports qu'il importera alors d'exprimer à travers des formes qui seront elles-mêmes les produits de cette participation.

### L'invention est révolutionnaire

Toute pensée nouvelle appelle des formes nouvelles. Il ne saurait être question de récupérer les formes du passé qui correspondent à des contenus morts, mais, à partir d'elles, et de la prise de conscience du nouveau contenu de l'époque, d'inventer les formes aptes à exprimer la réalité en mouvement. Nous sommes loin de Jdanov. On ne s'étonne-



Nicolas Guillen : à l'origine de la poésie cubaine.

ra donc pas de trouver peu de poèmes exaltant les directives du cc du P.C.C. Les poètes cubains, comme les romanciers, les peintres, les cinéastes, ont su éviter les pièges d'une « culture nationale » telle que le marxisme officiel « stalinien » l'avait codifiée. Un poème n'est pas révolutionnaire parce qu'il peint un ouvrier au travail. Il l'est s'il nous ouvre à une réalité supérieure, s'il réintègre la fonction du travail à la lutte pour l'émancipation totale, pour la conquête d'une « humanité », comme on dit « négritude », inconnue, puisque jamais vécue en société capitaliste.

Seule, la confusion entre activité pratique et activité théorique peut donner naissance au véritable intellectuel révolutionnaire : telle est la leçon de l'essai de Retamar, lequel montre comment l'absence de cette « pratique » a entraîné la génération de l'entre-deux-révolutions, pour l'essentiel, sur les chemins du formalisme, du mysticisme, de l'évanescence...

A la lumière de l'écrit de Retamar on aborde, en meilleure posture, l'anthologie proprement dite. Si la génération de la révolution prédomine, les anciens ne sont pas absents. Deux grands noms : José Lezama Lima et Virgilio Pinera, qui ont plus de 50 ans, et dont les œuvres multiples expriment une vision absurde ou mystique du monde, profondément enracinée dans la « cubanité », d'une indéniable grandeur dans la forme et le fond. Ils sont l'incarnation d'une génération qui n'a connu que l'atroce réalité des régimes dictatoriaux, une génération sans espoir révolutionnaire et qui s'acharne à se sauver par la création. Parmi les noms de la génération de l'entre-deux-révolutions nous retrouvons

ceux des poètes Eliseo Diego, qui nourrit la nostalgie d'un passé irréel-mi-rêvé et embelli, Cinto Vitier qui anima la revue « Origines ».

Puis vient l'admirable floraison de la génération actuelle qu'on dirait dominée par les poètes : Anton Arrufat, Miguel Barnet, Pablo Armando Fernandez, Fayad Jamis, Heberto Padilla, Roberto Fernandez Retamar, Petro Perez Sarduy, etc. Tous ces poèmes disent la réalité cubaine qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 1959, mélange d'ancien et de nouveau. L'amour, la mort, l'homme amoureux de la révolution mais aussi amoureux de l'amour, de la danse, de la terre et des arbres, des fruits et des femmes, l'impatience, la rage de n'aller pas plus vite, tout un charivari d'étoiles, de plantes, de pas de danses, de larmes, de souvenirs, de soifs et de faims inassouvies. Poésie concrète que les aventures formelles n'empêchent pas de coller aux données immédiates du réel. Il faudrait les citer tous. Chacun est unique. Ensemble, ils font un seul chant : Cuba vue instantanément sous toutes ses faces comme dans le roman de Severo Sarduy, *Gestes* qui bouleversait la réalité traditionnelle.

Du côté prosateurs, on retrouve les noms connus de Edmundo Desnoes, Guillermo Cabrera Infante dont on a pu lire en version française, *Dans la paix comme dans la guerre*, Nivaria Tejera dont personne n'a oublié le bouleversant *Ravin* publié par Nadeau en 1958. Du côté théâtre, José Triana dont on a joué à Paris avec succès « *la nuit des assassins* », qui annonce une nouvelle dramaturgie cubaine à propos de laquelle Eduardo Manet nous livre quelques points de repères.

Ce numéro riche s'enrichit encore d'un poème de Che Guevara à Fidel Castro qui prend aujourd'hui toute sa résonance, et de plusieurs contributions d'intellectuels français, Michel Leiris, Georges Limbour et Dionys Mascolo, qui, en 35 pages, et sous le titre de « *Cuba, premier territoire libre du socialisme* » se livre à une sorte d'exploration sociologique, psychanalytique, poétique de la révolution cubaine. Les propositions de Mascolo sont de nature à exciter l'esprit et la réflexion du lecteur. Par ailleurs, elles sont d'une lucidité et d'une intelligence dont on aurait tort de ne pas vouloir bénéficier.

En résumé, un volume passionné. Une lecture passionnante. Un numéro à lire, toutes affaires cessantes. □

● « *Les Lettres Nouvelles* », numéro spécial de décembre 67-janvier 68 : « *Ecrivains de Cuba* ». 343 pages.

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

J'ai même rencontré des tziganes heureux  
(Young), V.O.

□ Octobre en question

## Cinquante ans de musique soviétique

Bernard Sizaire

Alors que dans ses premières années la Révolution soviétique trouvait dans le cinéma sa forme d'expression artistique parfaite, on pouvait penser que la musique constituerait parallèlement un moyen privilégié d'expression. La formidable explosion musicale de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle n'était pas encore totalement retombée, alors que de jeunes et déjà célèbres musiciens, comme Stravinski et Prokofiev annonçaient une fructueuse génération de compositeurs.

A ses débuts la musique soviétique, à l'instar de la peinture et de la littérature, aborda avec enthousiasme les techniques d'avant-garde, en maintenant et même en intensifiant ses liens avec les courants les plus modernistes d'Europe Occidentale. A part le « Pas d'Acier » que Prokofiev composa hors de Russie (1925), il subsiste peu de choses des tentatives destinées à exprimer, par des techniques nouvelles, le monde de la révolution industrielle et socialiste. De même qu'il condamna ces essais désordonnés et souvent contradictoires, Lénine mit en garde contre toute tentative d'officialisation de l'art :

« Nous sommes loin de préconiser un système rigide ou de vouloir résoudre le problème par quelques règlements. »

### Un néo-classicisme prolétarien

Son successeur ne l'entendait pas ainsi. Si d'après Staline, la culture est prolétarienne par son contenu, elle sera nationale par sa forme et devra se situer dans la continuation des « traditions progressistes de l'art classique russe ».

C'est que les nouveaux maîtres du Kremlin ont assigné à la culture soviétique un but précis : contribuer à l'édification de la société communiste en éduquant les bâtisseurs actifs et conscients de cette société. Le musicien soviétique, comptable de son activité devant le parti, participe à coups de barres de mesure au combat commun. Chargé de stimuler le peuple et d'exprimer ses aspirations, il scande les temps forts de la grande geste collective. La musique et les discours officiels font un étrange pléonasme.

Primauté du contenu par rapport à la forme, respect de la tradition

classique, fidélité aux formes nationales, tels sont les trois impératifs au nom desquels la création musicale va piétiner en U.R.S.S.

Les recherches de style et de langage sans lesquelles un art ne peut progresser seront abandonnées et dénoncées sous le nom de formalisme.

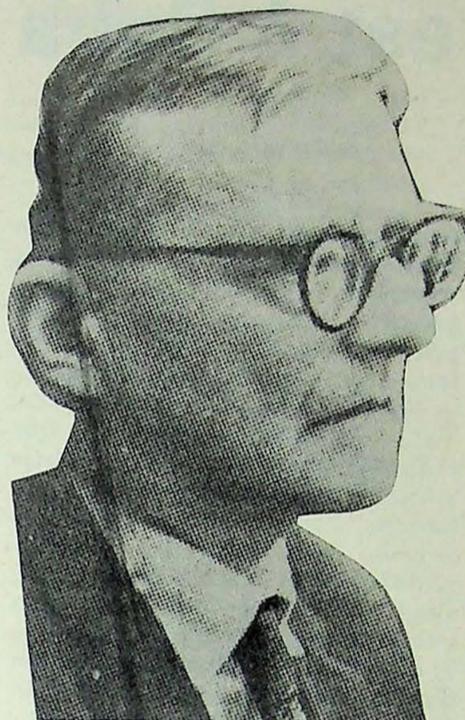
L'art classique et la musique populaire loin d'être les ferments de la nouvelle musique soviétique serviront souvent de modèles figés à des pseudo-Moussorgski ou des néo-Tchaïkovsky.

Enfin sous prétexte de fidélité aux formes nationales la musique soviétique se mit à vivre délibérément à l'écart des bouleversements esthétiques de l'Europe Occidentale. Cette politique d'autarcie culturelle, contraire aux vœux de Lénine qui souhaitait subordonner l'élément culturel national à son aspect international ou universel, reflète la contradiction d'une U.R.S.S. déchirée entre la tentation de la révolution mondiale et l'édification du socialisme en un seul pays. Il devenait inévitable que le repliement auquel l'U.R.S.S. se contraignait aboutit à l'exaltation du patriotisme culturel opposé au « cosmopolitisme » de l'art bourgeois.

Aujourd'hui, alors que dans le monde, le langage musical a connu une évolution accélérée, on mesure mal les progrès accomplis de Tchaïkovsky à Chostakovitch. On est navré de constater dans quel paradoxal académisme la musique soviétique a sombré : musique savante folklorisée et danse classique, marquant le pas, ont illustré, sous prétexte d'authenticité nationale, les formes musicales ou chorégraphiques de la grande bourgeoisie de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

### Une fringale d'œuvres modernes

Si sur le plan esthétique les résultats sont maigres, on aurait tort de conclure à un bilan général de faillite. En considérant la création artistique comme un des éléments de la politique du parti, les dirigeants soviétiques faisaient un pari plausible dans la mesure où la création était soumise à la discussion des masses plutôt qu'à l'appréciation des bureaucrates.



Chostakovitch.

D.R.

La politique du parti a d'abord été d'élever le niveau culturel du peuple. Pour y parvenir il a semblé obligatoire de maintenir la création à un niveau accessible à celui-ci.

Mais en contrepartie, des exigences de simplicité qui devaient permettre au peuple d'assimiler les réalisations de la culture soviétique, le pouvoir fit de considérables efforts pour faciliter la diffusion de cette culture et satisfaire, sur le plan matériel, les besoins culturels croissants de la société.

Incontestablement la révolution d'Octobre a joué son rôle dans l'effort de démocratisation de la culture musicale en multipliant les écoles, les conservatoires, les salles et les orchestres. Des facilités exceptionnelles ont été accordées aux jeunes : l'importance des bourses et des moyens pédagogiques, leur permettant de se perfectionner dans les meilleures conditions. Voilà qui explique la moisson de médailles des jeunes virtuoses soviétiques dans les concours internationaux, et l'élévation progressive du niveau musical d'un public qui demande aujourd'hui Bartok et Stravinski avant de réclamer demain Webern et Boulez.

On peut alors se demander si l'apparent piétinement esthétique qui condamna pendant près de 50 ans les musiciens soviétiques à un académisme coloré n'était pas la condition du public vaste et curieux d'aujourd'hui. Il est déjà permis de prévoir en U.R.S.S. une mutation musicale profonde fondée sur un public largement éduqué, désireux de soutenir les recherches les plus audacieuses en dehors de tout esprit

de snobisme et de gratuité. L'art moderne y trouvera un terrain fertile et solide pour de nouveaux développements. La contradiction qui apparaît actuellement entre les produits officiels et le besoin des consommateurs porte, dans le domaine artistique comme dans le domaine économique, le germe de bouleversements profonds et salubres.

### ● A ECOUTER

Quelques disques récents mettent en valeur les qualités exceptionnelles des solistes et des orchestres soviétiques.

*Prokofiev et Chostakovitch : sonates pour violoncelles et piano.* Rostropovitch et Sviatoslav Richter, les deux grands du violoncelle et du piano, y démontrent que la musique est d'abord affaire de cœur (1).

*Debussy - Ravel : sonates pour violon et piano.* Quand il aborde la musique française, le grand violoniste David Oistrakh garde son naturel altier. Cette musique secrète lui semble familière alors que tant de virtuoses étrangers la défigurent. Les trouvailles rythmiques de Ravel ont une magnifique netteté, quant à Debussy il trouve en Oistrakh un alchimiste miraculeux.

*Fauré : quatuor n° 1 pour piano et cordes : « Ça m'amuse tellement de m'entendre jouer avec de l'accent »,* disait Fauré en déplorant qu'on l'interprète avec une excessive langueur. Cette magistrale interprétation, d'un charme viril, l'eut séduit. Quatre grands virtuoses (Guillels, Kogan, Barchai, Rostropovitch) font un ensemble d'une homogénéité rare. Une leçon de musique et de modestie.

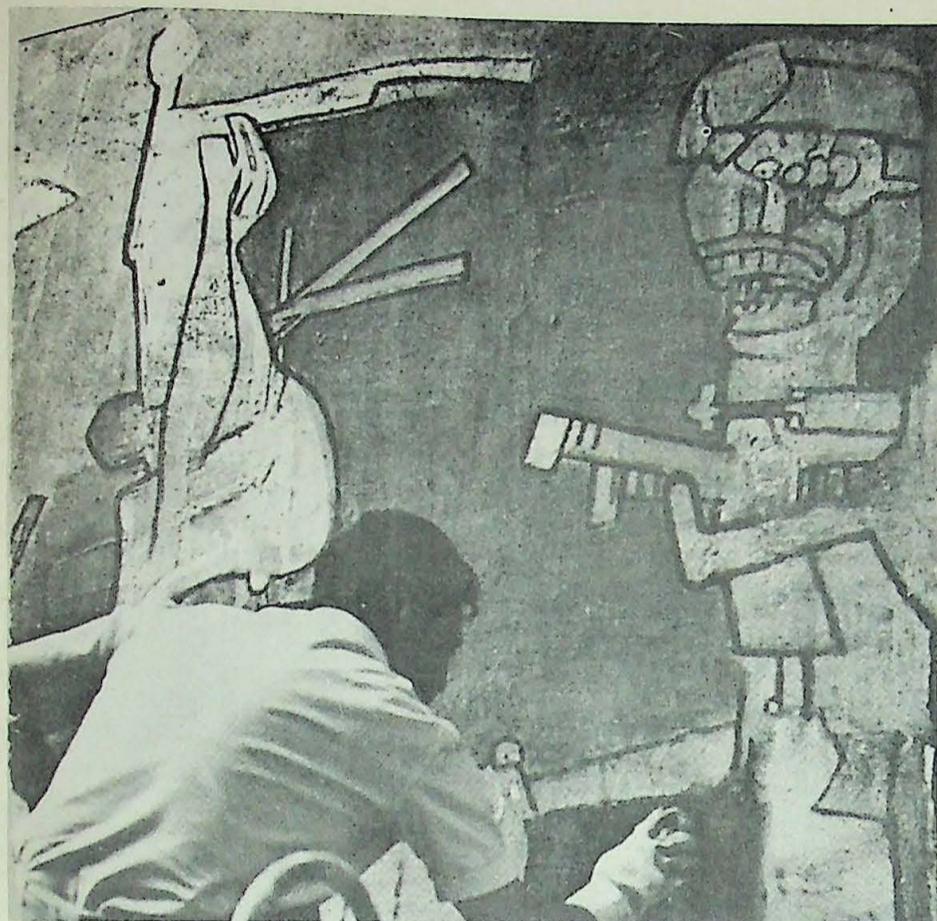
*Prokofiev : Chant et Pas d'Acier.* Si elles ne comptent pas parmi les chefs-d'œuvre de Prokofiev, ces deux partitions sont représentatives, l'une de l'humour direct et parfois cruel du compositeur, l'autre de sa première tentative pour écrire une musique soviétique exprimant les réalités contemporaines.

Le fameux dynamisme du musicien règne en maître et se colore, dans Chout, d'une poésie fantastique.

*Stravinski : Le sacre du printemps.* Le sacre, enfin chez lui, est enregistré pour la première fois par des musiciens soviétiques. Ils le prennent à bras le corps, l'abordant avec une belle audace, sans complexe et sans précaution.

Ce Sacre prodigieusement expressif et tout neuf témoigne des énormes progrès des orchestres soviétiques et du renouvellement de leur répertoire. □

(1) Tous ces disques sont édités par Le Chant du Monde.



La réincarnation maya.

Archives

## Dialogue culturel

# Matta parmi nous

Emmanuelle Stein

« Etre avec », tel était le titre d'une toile de Matta datant de 1946 et témoignant sur l'univers concentrationnaire que le monde découvrait alors avec horreur. « Matta avec » est aujourd'hui le thème de la rétrospective de l'œuvre du peintre chilien, depuis 1939 jusqu'en 1967, organisée par le musée de Saint-Denis. Etre avec qui ? Avec l'homme opprimé, humilié, avec toute l'humanité souffrante, répond Matta — dans ses toiles d'une beauté angoissante, qui respirent ici beaucoup plus à l'aise que dans l'atmosphère étriquée des galeries d'art. Visions d'entre-mondes, aux teintes chimiques et sidérales, marquées à jamais, comme leur créateur, par le surréalisme ; de laboratoires glacés avec machines de tortures pour des expériences de cauchemar, hantés par des robots et des mutants mi-hommes, mi-machines, bourreaux et victimes inextricablement mêlés.

Pour Matta, le ferment créateur, l'humus de toute culture artistique, c'est l'angoisse des hommes. Il cite en exemple, lui le Sud-Américain, l'art maya, l'art aztèque dont les dieux qu'ils nous ont laissés portent le témoignage de la terreur qu'ils inspiraient. Il appartient à l'artiste de transformer cette angoisse en vé-

hicule de la pensée fécondante. Matta s'insurge contre la situation faite par la société à l'artiste d'aujourd'hui : il part en guerre contre le « vedettariat » stupide, l'artiste divinisé. Cette conception est à la fois dangereuse, abusive et ridicule. Or, force est de constater que dans l'état actuel de la politique culturelle, il y a impossibilité de communication entre l'artiste et ce tiers monde de notre civilisation qu'est le prolétariat.

Comment l'artiste peut-il dès lors exprimer un désespoir et une souffrance qu'il n'éprouve pas lui-même dans sa chair ?

L'imagination et la sensibilité de l'artiste permettent à celui-ci, répond Matta, d'opérer sur lui-même le transfert de cette souffrance, et c'est ce simulacre qui lui permet d'en rendre témoignage par l'expression artistique.

L'œuvre, dès lors, a pour mission de favoriser chez l'homme opprimé la prise de conscience de sa condition réelle ; elle agit à la fois comme révélateur et comme stimulant en éveillant le désir et la volonté de changer cette condition. Ainsi, selon Matta, l'artiste peut faire œuvre révolutionnaire.

La création artistique devient alors appel aux armes pour assu-

mer la grande révolution sociale et culturelle qui peut seule, dit encore Matta, assurer les conditions nécessaires à la création et au développement du véritable art moderne.

Ainsi s'exprimait Matta lors de la rencontre avec le public, organisée à l'inauguration de son exposition à Saint-Denis. La chaleur, le rayonnement généreux qui se dégagent de l'homme sont inséparables du talent de l'artiste, qui est un des plus puissamment originaux de ce temps.

L'attention passionnée de l'auditoire et le courant de profonde sympathie qui circulait entre l'artiste et ceux qui faisaient cercle autour de lui, prouvent assez la valeur et la nécessité de tels échanges, malheureusement encore trop rares aujourd'hui. □

\* Matta : Musée de Saint-Denis (6, place de la Légion-d'Honneur). Galerie Iolas (196, boulevard Saint-Germain).

## Cinéma

# M. Hulot dévalué

Jean-Luc Pouillaude

Quand Jacques Tati tourne, il a envie de raconter quelque chose. Alors, il prend son temps. Il réalise peu de films (quatre en vingt ans) et se forge une légende de cinéaste patient, obstiné, perfectionniste. La qualité contre la quantité. Bon. Après tout, pourquoi pas ? Et puis voilà que, tout à coup, surgit sur le triple écran du Cinérama, une chose, un machin, un monument si vous voulez, à grand renfort de 70 mm et de stéréophonie, nommé *Play Time*.

Dès le départ, les cartes sont claires : le comique n'est pas la gaudriole et il faut donner à penser. Alors, Tati, sur la trajectoire de *Mon Oncle*, poursuit, au nom d'un humanisme de bon aloi, sa salutaire entreprise de moraliste, dénonçant les tares de notre « monde moderne » où l'homme se dépersonnalise dans l'exacte mesure où il s'américanise. Le couplet est connu, mais ça ne fait de mal à personne. Tati propulse dans un Paris de béton, de verre, d'acier, un groupe de touristes américains et ce bon M. Hulot qui reprend du service. Si j'ai bien compris, il s'agit essentiellement de qui-proquos autour de portes vitrées. Dans la première partie, M. Hulot se heurte à des portes de verre invisibles mais réelles ; dans la deuxième, les clients d'un restaurant franchissent une porte de verre absente et invisible qu'un portier ouvre et ferme. Il faut dire que la mise en œuvre de cette phénoménologie des portes vitrées devient franchement lassante au bout de la première demi-heure. Le gag s'étire et les effets sont perpétuellement différés au profit d'un ronronnement sans surprise.

Si encore ce film, qui aurait dû être sarcastique, grinçant, caustique, se contentait d'être lénifiant, mais il sombre dans l'abêtissement le plus total, telle les dernières scènes où les touristes, après une « folle nuit » comme on dit, fraternisent avec les titis et les métallos, buvant le coup sur le zinc, poussant la goulante et se tapant sur le ventre. Car, de plus, subsiste la perpétuelle nostalgie d'un

folklore parisien de cartes postales (Montmartre, pittoresques marchandes de fleurs, ménagères qui font leurs courses...). Seul, par brefs éclairs, le personnage de M. Hulot reste attachant avec ses allures de catastrophe ambulante. Seulement, dans *Play Time*, l'art du comédien devient artificiel dans la mesure où il se fait systématique, avec ses entrecats savants, ses sautillements, ses dérapages contrôlés et ses bégalements affectés. Hulot n'est plus qu'une abstraction aux gestes stéréotypés.

Et puis, on ne peut s'empêcher de penser à *Alphaville*, à *Deux ou trois choses*, ou à *Week-end*, où Godard, donnant réellement à voir, projette, sur le ton de la fiction, un imaginaire plus réel que notre monde, la distanciation narrative étant en fait un mode de description plus profond, plus enraciné, des réalités sociales. Ici rien de tel. Tati s'enferme dans son Paris-Néon-Plexiglass, reconstruit en studio, enfilant pendant 2 h 30 un nombre impressionnant de lieux communs. Incapable d'atteindre le moindre niveau critique, *Play Time* n'est pas un film, mais un objet de consommation insipide et prétentieuse en forme de film, de toutes façons une entreprise inutile.

Parlant de *Play Time*, Jacques Tati disait : « J'espère que c'est une fenêtre grande ouverte sur le monde ». En fait, comme il est beaucoup question de portes vitrées dans le film, il doit y avoir une légère erreur d'appréciation : c'est de portes ouvertes qu'il s'agit. □

## EN BREF

● L'association « Votre Opinion » présente en avant-première, jeudi 18 janvier 1968 à 20 h 45 (salle du Musée de l'Homme), place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>, « Ukamu », film bolivien de Jorge Sanjimes.

Après la projection, Yvonne Baby, Christian de Chalonge, Copi, Victor Garcia, Michel Mardore, Marcel Martin et Marcel Niedergang débattront avec le public des problèmes soulevés par ce film sélectionné par la Semaine de la Critique à Cannes 1967.

 Vietnam

# Révolution vietnamienne et révolution mondiale

Lucio Libertini

Dans les dernières semaines de 1967 ont paru trois importants documents qui expriment l'orientation du mouvement révolutionnaire du Vietnam. Ho Chi-Minh a écrit un article pour la « Pravda » à l'occasion du cinquantième anniversaire d'Octobre : Le Duan, secrétaire du parti des travailleurs du Vietnam du Nord a publié à la même occasion un long article théorique sur les plus importantes questions d'orientation politique ; enfin Pham Van-Dong a accordé une longue interview au *Nouvel Observateur*. Les Vietnamiens qui tous les jours par leur extraordinaire héroïsme apportent une contribution pratique inestimable à la cause du socialisme, apportent aussi maintenant une contribution théorique qu'il faut examiner avec soin. De l'ensemble de ces trois documents il me semble que l'on peut retenir sept indications particulièrement importantes que je vais essayer de résumer brièvement mais avec exactitude.

Refusant tout pacifisme abstrait, les Vietnamiens relient de façon indissoluble la lutte pour la paix, la lutte pour la liberté des peuples et la lutte contre l'impérialisme. Que l'on se réfère à ce que déclarait Pham Van-Dong au *Nouvel Observateur* ou à ce qu'affirme Le Duan : « L'objectif immédiat de la lutte du peuple vietnamien est l'indépendance, la démocratie, la paix, la neutralité, la prospérité du pays, la marche à la réunification nationale. Pour atteindre ces objectifs, il n'y a pas d'autre voie que celle de la violence révolutionnaire pour s'opposer à la violence et à la barbarie des impérialistes américains et de leurs laquais. »

## Signification internationale du conflit vietnamien

De la définition de la lutte pour la paix et contre l'impérialisme découle nécessairement la signification internationale de la guerre du Vietnam. Cette conception est affirmée dans les trois documents avec une clarté sans précédent. Ho Chi-Minh : « Il est nécessaire de relier étroitement le patriotisme et l'internationalisme prolétarien, tant dans la Révolution de libération nationale que dans la Révolution socialiste. A notre époque la Révolution de libération nationale est partie intégrante de la Révolution prolétarienne mondiale et ne peut être couronnée par un succès complet que si elle se développe en Révolution socialiste. La victoire des peuples dans la lutte pour l'indépendance et la liberté est

étroitement liée au soutien et à l'aide active des pays socialistes et du mouvement ouvrier des pays capitalistes. » Phan Van-Dong : « Dans l'histoire il est rare qu'une guerre locale limitée aient des répercussions d'une telle ampleur et qui s'approfondissent de plus en plus. Dans cette guerre notre peuple défend son droit de vivre libre et en paix ; en même temps il défend les droits inaliénables de chaque peuple à la liberté et à l'indépendance.

Tous les peuples du monde marchent de façon irréversible vers un monde meilleur de fraternité humaine. Nous, peuple du Vietnam, avons intensément conscience que nous menons un grand combat qui joint à d'autres combats à l'échelle mondiale conduira au crépuscule de l'impérialisme. » Le Duan : « En combattant en première ligne contre l'impérialisme agresseur américain, le peuple vietnamien accomplit ses devoirs nationaux et assume simultanément des tâches internationales difficiles, mais glorieuses, contribuant par là à résoudre quelques-unes des contradictions fondamentales de notre époque. La lutte du peuple vietnamien est la pointe offensive de la marée révolutionnaire mondiale. »

## Le combat contre l'impérialisme

Les Vietnamiens indiquent que trois forces constituent le mouvement anti-impérialiste : les Révolutions de libération nationale, les pays socialistes, le mouvement ouvrier des pays capitalistes. Ils refusent donc les thèses chinoises qui décrivent la Révolution mondiale comme un assaut des campagnes contre les villes. En même temps ils adoptent une attitude rigoureusement unitaire envers l'U.R.S.S. et la Chine, prenant le soin de se dissocier de toute attaque contre l'un ou l'autre pays. Ho Chi-Minh : « La Révolution d'Octobre a été le premier grand succès du marxisme-léninisme obtenu dans un pays grand comme la sixième partie du globe. Elle a ouvert une époque historique, celle du passage du capitalisme au socialisme à l'échelle mondiale... Après la victoire de la Révolution russe d'Octobre, la victoire de la Révolution chinoise a eu une très grande importance internationale. Le peuple s'y est soulevé pour conquérir et renforcer l'indépendance nationale, construire le socialisme, transformer la Chine en un grand pays, doté d'une industrie moderne, d'une agriculture développée, d'une science et d'une technique avancées... »

## Guerre, politique, violence

Les Vietnamiens réaffirment — de manière spécifique par leur expérience, mais aussi sous la forme d'une thèse générale — qu'il y a un lien étroit entre action politique et action militaire, entre violence et Révolution. Le Duan : « Pour poursuivre nos objectifs il n'y a pas d'autre voie que celle de la violence révolutionnaire... La Révolution d'août comme les Révolutions populaires des autres pays, ont montré aux révolutionnaires sud-vietnamiens que toute Révolution de caractère largement populaire doit faire fond en même temps sur des forces politiques et sur des forces militaires, doit utiliser simultanément la lutte politique et la lutte armée pour obtenir la victoire. Etant donné que la Révolution est précisément le surgissement des masses exploitées et opprimées, il faut se placer du point de vue révolutionnaire des masses pour comprendre la violence révolutionnaire et les formes de la lutte politique et armée. » Ho Chi-Minh : « Sur la base d'une analyse concrète de la situation historique il importe de déterminer les formes correspondantes de lutte révolutionnaire. Il importe de les employer de manière correcte et de savoir relier la lutte armée à la lutte politique jusqu'à ce que soit obtenue la victoire. » Aucun aventurisme militaire par conséquent, mais une stricte liaison de la lutte armée à l'arrière-plan essentiel de la lutte, aux alliances politiques. Aucune illusion sur les voies « pacifiques ».

## Ville et campagne

La conception du caractère prioritaire de la lutte politique et de son lien avec la lutte armée se complète par un jugement sur les forces sociales de la Révolution. Ho Chi-Minh : « Il est nécessaire de réaliser l'unité entre ouvriers et paysans, parce qu'elle est la meilleure garantie de la victoire de la Révolution. C'est seulement si ouvriers et paysans sont unis sous la direction de la classe ouvrière que l'on peut parvenir à une défaite définitive et complète de l'adversaire contre-révolutionnaire, que l'on peut conquérir et conserver le pouvoir du peuple travailleur... Sous la direction de la classe ouvrière et sur la base de l'unité entre ouvriers et paysans (cette unité doit se renforcer au fur et à mesure que la Révolution se développe) il est nécessaire d'unir toutes les forces révolutionnaires et progressistes dans un large front et de réaliser sous les formes les plus variées l'unité d'action de toutes ces forces dans la lutte contre l'ennemi commun. »

Le Duan : « Comme la Révolution nationale démocratique conduite en son temps dans tout le pays, la Révolution du Sud-Vietnam trouve ses combattants essentiels dans les ouvriers et les paysans ; l'alliance entre les ouvriers et les paysans sous la direction de la classe ouvrière est à la base du front national uni. »

## Dictature du prolétariat

Les Vietnamiens affirment avec force la dictature du prolétariat comme moment essentiel du passage au socialisme et de la construction du socialisme. Ho Chi-Minh : « Il est nécessaire de renforcer sans arrêt la dictature du prolétariat. Après la conquête du pouvoir la classe ouvrière doit avant tout renforcer la dictature du prolétariat pour accomplir les tâches historiques de la Révolution, détruire complètement le régime d'exploitation de l'homme par l'homme, instaurer des rapports de production socialiste, construire le socialisme et aller vers le communisme. » Le Duan cite Lénine à ce propos : « La dictature du prolétariat n'est pas seulement violence contre les exploités et n'est pas essentiellement violence. La garantie de sa vitalité et de sa victoire réside dans le fait que la classe ouvrière veut édifier et réussit à édifier un mode d'organisation du travail social plus élevé que le mode capitaliste. C'est là qu'est le noyau du problème. » Le Duan décrit la dictature du prolétariat au Vietnam comme la résultante de trois processus révolutionnaires : révolution dans les rapports de production, révolution technique, révolution idéologique et culturelle, qui tendent à élever sans arrêt le niveau de vie matériel et moral de la population sur la base d'une technique avancée et d'une haute productivité de travail. Ainsi s'affirme le droit des travailleurs à être les patrons collectifs tant de l'économie dans son ensemble que de chaque localité et de chaque unité productive. »

Ces brèves citations tirées de textes homogènes montrent au lecteur le mode général de raisonnement des camarades vietnamiens et l'originalité de leur position dans le mouvement socialiste mondial. Cette position politique ne se manifeste pas seulement objectivement dans la lutte que mène le peuple, mais à un haut niveau de conscience. Dans les grandes controverses du mouvement socialiste elle offre un point de référence de grande valeur. La situation dans laquelle nous agissons en Europe est certainement très différente de celle du Vietnam. Mais dans les thèses vietnamiennes il y a beaucoup d'indications qui ont un caractère général et une validité générale. Le moment est venu de substituer à la solidarité morale avec le Vietnam la solidarité de l'action politique et pratique, d'ajouter à l'admiration pour l'héroïsme et la capacité des Vietnamiens la compréhension et la discussion des thèses politiques qu'exprime l'avant-garde de ce peuple. Les camarades vietnamiens subissent une agression barbare et néanmoins ils ne sont pas des « victimes », mais des participants actifs de la Révolution mondiale. □

\* Lucio Libertini est membre de la direction du P.S.I.U.P.